

**Des conditions spéciales
pour l'inscription
sur la liste électorale**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-dessus sera soutenu
le mardi, 29 octobre 1907, à 3 heures.*

PAR

Henri PRÈGRE

Président : M. CHAVEGRIN.

Professeurs { *M. CHÉNON.*
M. G. DE LAPRADELLE.

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CH. NOBLET

13, RUE CUJAS, 13

1907

**Des conditions spéciales
pour l'inscription
sur la liste électorale**

Des conditions spéciales pour l'inscription sur la liste électorale

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-dessus sera soutenu
le mardi, 29 octobre 1907, à 3 heures.*

PAR

Henri PRÈGRE

Président : M. CHAVEGRIN.

Professeurs { M. CHÉNON.
M. G. DE LAPRADELLE.



PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CH. NOBLET

13, RUE CUJAS, 13

1907

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Il n'est pas nécessaire pour servir d'entrée en matière à la question « de la composition des listes électorales » de remonter à une époque bien reculée. La dualité des listes municipales et politiques avait été nettement posée par la loi du 16 avril 1871 sur les élections municipales (1). « Partant de cette idée, dit M. Cénac, qu'il existe une différence considérable entre les élections législatives et les élections communales, l'Assemblée avait voulu établir les différences dans les conditions de l'admission au vote. Et tandis que pour participer

(1) L'article 4 de la loi du 16 avril 1871 dispose : « Sont électeurs (municipaux) tous les citoyens français âgés de 21 ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques, n'étant dans aucun cas d'incapacité prévu par la loi, et, de plus, ayant depuis une année au moins leur domicile réel dans la commune. » V^o art. 13 du décret organique du 2 février 1852.

à la nomination des représentants de la France entière la législation n'exigeait qu'une résidence de six mois, elle avait cru devoir exiger que l'électeur communal fit réellement partie de l'Association communale, qu'il eût un intérêt communal et que cet intérêt s'affirmât par un domicile réel établi dans la commune depuis une année au moins (1) ».

La dualité des listes électorales établie par la loi du 14 avril 1871 fut maintenue par la loi du 7 juillet 1874, qui, modifiant les conditions de l'électorat municipal (2), laissait subsister des règles distinctes pour l'électorat politique (3).

(1) *Cenae*. — La liste électorale, sa composition et sa révision, n° 33.

(2) Une loi du 10 août 1871 avait soumis aux mêmes conditions que celles indiquées par la loi du 14 avril 1871, l'électorat aux conseils généraux. On pouvait donc se demander, après les modifications introduites par la loi du 7 juillet 1874, si l'électorat aux conseils généraux était toujours soumis aux prescriptions de la loi du 14 août 1871. La loi du 30 juillet 1874 a mis fin à toute incertitude sur ce point en plaçant l'élection du conseil d'arrondissement sous le régime du conseil général, art. 3, loi du 30 juillet 1874. C'est donc la loi du 10 août 1871 qui était restée applicable à l'électorat du conseil général.

(3) L'article 5 de la loi du 7 juillet 1874 disposait notam-

Le principe des deux listes ne fut pas davantage ébranlé par la loi du 30 novembre 1875, relative à l'élection des députés dont l'article 1^{er} reconnaissait la liste des électeurs municipaux et celle des électeurs politiques (1).

ment : « Sont inscrits sur la liste des électeurs municipaux, tous les citoyens âgés de 21 ans, jouissant de leurs droits civils et politiques et n'étant dans aucun cas d'incapacité prévu par la loi :

1^o Qui sont nés dans la commune ou y ont satisfait à la loi du recrutement ; et s'ils n'y ont pas conservé leur résidence, sont venus s'établir de nouveau depuis six mois au moins ; 2^o qui même n'étant pas nés dans la commune, y auront été inscrits depuis un an au rôle des quatre contributions directes, ou au rôle des prestations en nature, et s'ils ne résident pas dans la commune, auront déclaré vouloir y exercer leurs droits électoraux. Seront également inscrits, au terme du présent paragraphe, les membres de la famille des mêmes électeurs, compris dans le rôle de la prestation en nature, alors même qu'ils n'y sont pas personnellement portés, et les habitants qui, en raison de leur âge ou de leur santé, auront cessé d'être soumis à cet impôt ; 3^o qui se sont mariés dans la commune et justifieront qu'ils y résident depuis un an au moins ; 4^o qui ne se trouvant dans aucun des cas ci-dessus, demanderont à être inscrits sur la liste électorale, et justifieront d'une résidence de deux années consécutives dans la commune. »

(1) L'art. 1^{er} de la loi du 30 novembre 1875 est ainsi conçu : « Les députés sont nommés par les électeurs inscrits ; 1^o sur les listes dressées en exécution de la loi du

L'unification des listes fut l'œuvre de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale. L'article 14 de cette loi qui est le siège de la matière et dont l'étude fait l'objet de notre travail est ainsi conçu :

« Les conseillers municipaux sont élus par le suffrage direct universel.

Sont électeurs tous les Français âgés de 21 ans accomplis, et n'étant dans aucun cas d'incapacité prévu par la loi.

La liste électorale comprend : 1^o tous les électeurs qui ont leur domicile réel dans la commune ou y habitant depuis six mois au moins; 2^o ceux qui auront été inscrits au rôle d'une des quatre contributions directes ou au rôle des prestations en nature, et, s'ils ne résident pas dans la commune, auront déclaré vouloir y exercer leurs droits électoraux. Seront également inscrits, aux termes du présent paragraphe, les membres de la famille des mêmes électeurs compris dans la cote de la prestation en nature, alors même qu'ils n'y sont pas personnellement portés, et les habitants qui,

7 juillet 1874 ; 2^o sur la liste complémentaire comprenant ceux qui résidaient dans la commune depuis six mois, »

en raison de leur âge ou de leur santé, auront cessé d'être soumis à cet impôt; 3^o ceux qui, en vertu de l'article 2 du traité du 10 mai 1871, ont opté pour la nationalité française et déclaré fixer leur résidence dans la commune en qualité soit de ministres des cultes reconnus par l'Etat, soit de fonctionnaires publics.

Seront également inscrits les citoyens qui, ne remplissant pas les conditions d'âge et de résidence ci-dessus indiquées lors de la formation des listes, les rempliront avant la clôture définitive.

L'absence de la commune résultant du service militaire ne portera aucune atteinte aux règles ci-dessus édictées pour l'inscription sur les listes électorales. »

Ce texte a donc mis fin à la dualité des listes. Le fait ne peut être mis en doute. Il a été constaté par le ministre de l'intérieur dans une circulaire (1) dont nous relatons ce passage : « D'après la législation précédente, les élections municipales devaient être faites sur des listes municipales, dressées en exécution de la loi du 7 juillet 1874;

(1) V^o *Journal officiel* du 11 avril 1884, p. 4968.

les électeurs portés seulement sur les listes politiques n'y pouvaient prendre part. L'article 14 de la loi du 5 avril a supprimé la liste spéciale des électeurs municipaux; il n'y aura donc plus à l'avenir qu'une liste comprenant toutes les personnes énumérées à l'article 14 de la nouvelle loi. »

Toutefois il y a lieu de remarquer que cette formule n'est peut-être pas tout à fait exacte. En effet, si la loi municipale comprend tous les électeurs politiques, elle comprend en outre une catégorie de personnes qui ne peuvent prendre part qu'aux élections de la commune (1), nous voulons parler des contribuables inscrits sur les rôles des contributions de la commune qui peuvent prendre part aux élections de la commune « sans être tenus de justifier d'aucune résidence dans cette commune, pas même celle de six mois nécessaire à l'électeur politique » (2).

(1) Pand. fr., répert., mot : élections, n° 796.

(2) En ce sens : Greffier. — De la formation et de la révision annuelle des listes électorales, n° 15. — Notons que l'article 14 comprend également tous ceux qui sont appelés à nommer les conseillers généraux et les conseillers d'arrondissements,

Cela posé, nous diviserons ce travail en prenant pour base l'ordre suivi par le législateur de 1884 dans la confection de l'art. 14.

Dans le chapitre premier, nous exposerons les règles relatives au domicile et à la résidence en matière électorale.

Le deuxième chapitre sera consacré à l'étude du droit à l'inscription sur la liste électorale résultant du deuxième paragraphe de l'art. 14.

Dans le troisième, nous traiterons la question des Alsaciens-Lorrains.

Le quatrième chapitre contiendra les règles qui régissent les ministres des cultes reconnus et les fonctionnaires publics. Enfin, dans le dernier chapitre, nous examinerons la situation faite aux militaires par la loi électorale.

CHAPITRE PREMIER

DU DOMICILE ET DE LA RÉSIDENCE

Le n° 1 de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884, permet aux électeurs qui ont leur domicile réel dans la commune ou qui y habitent depuis six mois au moins de se faire inscrire sur la liste électorale.

C'est là une innovation importante qui modifie profondément la règle posée par la loi du 7 juillet 1874 en ce qui concerne l'exercice de l'électorat. Cette loi, en effet, attachait l'exercice du droit de vote à la seule condition de la résidence qu'elle qu'en fût la durée, mais elle ne se préoccupait en aucune façon du domicile de l'électeur. Il y avait de ce chef une anomalie évidente. On s'explique difficilement qu'un électeur ayant une résidence d'une durée quelconque dans une commune puisse exercer le droit de vote alors que ce même droit serait refusé à l'électeur ayant un domicile réel

dans cette commune, c'est-à-dire là où se trouve le centre de ses intérêts. « Le domicile réel, disait avec raison M. Bathie, lors de la discussion de l'article 14 de la loi de 1884, détermine la compétence judiciaire en cas de contestation sur le droit civil, n'est-il pas juste qu'il soit pris comme base et condition essentielle du droit municipal? » Ces considérations firent naître l'idée d'assimiler le domicile réel et la résidence ayant une certaine durée comme conditions de l'inscription sur la liste électorale (1).

M. Delsol proposa de rédiger le n° 1 de la loi de 1884 de la manière suivante : « la liste électorale comprend : « 1° tous les électeurs qui ont leur domicile réel dans la commune ou y habitent depuis six mois au moins ». Pour lever tout doute sur la portée de ce texte. M. Delsol s'exprimait ainsi : « Je veux dire que la liste électorale comprend les électeurs qui ont leur domicile réel dans la commune, même n'y *résidant pas* et en outre ceux qui n'ayant pas leur domicile réel y résident depuis six mois au moins. » La commission se rangea à l'avis de M. Delsol, et, sur sa proposition, le texte fut définitivement voté.

(1) Dupont-Nouvion. — De l'électorat à la Chambre des députés et au Sénat, p. 39.

Ce texte, tout en donnant satisfaction à la raison, présente toutefois un inconvénient qui n'a pas échappé à la commission. Il permet l'inscription d'un même électeur sur deux listes différentes; soit au lieu de son domicile réel, soit au lieu de sa résidence. Mais c'est là un inconvénient de pure forme (1). L'inscription sur plusieurs listes (2) étant un fait contre lequel, suivant le langage de la Commission, les législations antérieures avaient été absolument impuissantes, il n'y avait pas lieu de s'y arrêter. Ainsi donc aucune ambiguïté ne se trouve dans les termes et dans l'esprit de la loi : le domicile réel comme la résidence de six mois

(1) Dupont-Nouvion. — Cod. civ., p. 38.

(2) Dans le discours de M. le rapporteur on lit ce qui suit : « La commission ne s'est cependant pas dissimulé qu'il y avait un inconvénient... ; c'était celui de permettre, d'autoriser pour ainsi dire, des inscriptions multiples du même électeur sur deux listes différentes... L'inscription sur plusieurs listes du même électeur a toujours été un fait contre lequel les législations antérieures ont été absolument impuissantes et, la preuve en est que dans la loi électorale, dans le décret de 1852, on a prévu le cas où l'électeur porté sur 2 ou plusieurs listes différentes aurait abusé de cette inscription multiple pour voter dans deux ou plusieurs communes. Il nous a paru impossible d'empêcher les municipalités de faire figurer sur les listes communales des électeurs qui au vu et au su des administrateurs municipaux, réunissent toutes les conditions ordinaires pour être électeurs ».

permettent l'inscription sur la liste électorale (1).

SECTION I. — *Du domicile.*

Il convient tout d'abord de préciser le sens dans lequel le n° 1 de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884 emploie l'expression « domicile réel ». Le mot réel ne donne pas une portée particulière au domicile dont il est question. Il s'agit ici du domicile ordinaire, du domicile légal prévu par les articles 102 et suivants du Code civil, et si l'article 14 le qualifie de « réel », c'est assurément par opposition au domicile d'élection (2). Pour déterminer le domicile réel, il y a donc lieu de se référer

(1) Cassation, Chambre civile, 28 mai 1888 : « Vu l'article 14 de la loi du 5 avril 1884 ; attendu que pour être inscrit sur la liste électorale d'une commune, alors même qu'on n'y résiderait pas, ou bien y avoir habité depuis six mois au moins, sans qu'en aucun cas on puisse exiger de l'électeur qu'il justifie de la réunion de ces deux conditions dont l'une au contraire suffit pour assurer son droit. » (Sirey, 1899, I, p. 85).

(2) L'article 141 C. civ. qui est relatif au domicile d'élection est ainsi conçu : « Lorsqu'un acte contiendra de la part des parties ou de l'une d'elles, élection de domicile pour l'exécution de ce même acte dans un autre lieu que celui du domicile réel, les significations, demandes et poursuites relatives à cet acte pourront être faites au domicile convenu, et devant le juge de ce domicile. »

rer aux règles prescrites par le Code civil dans le titre III du livre premier. La Cour de cassation qui a eu l'occasion de se prononcer sur cette question l'a toujours tranchée en ce sens (1).

Il suit de là que le domicile réel d'une personne permettant l'inscription sur la liste électorale est le domicile du lieu où cette personne a « son principal établissement ». Telle est la formule employée par l'article 102 du Code civil. Mais que faut-il entendre par principal établissement? La meilleure définition que l'on puisse donner, suivant nous, du domicile est encore celle qui a été formulée par Pothier dans son Introduction à la Coutume d'Orléans : « Le domicile est le lieu où une personne a établi le siège principal de sa demeure et de ses affaires » (2). Ce double rapport est, en effet, constitutif de la notion du domicile.

Toutefois, il est souvent assez difficile, dans le cas où l'électeur a des intérêts dans plusieurs

(1) Cass., 18 déc. 1871. S. 71. 1, 244; Cass., 16 avril 1885. S. 86. 1, 131.

(2) Introduction à la Coutume d'Orléans; Pothier semble avoir emprunté lui-même sa définition à une constitution de Dioclétien : *ubi quis larem rerumque ac fortunarum suarum summam constituit*. Code. *De incolis*; 4. X. tit. 70. 1. 7. En ce sens P. Planiol, Traité élémentaire de droit civil, t. 1, n° 555.

communes, de déterminer le domicile. C'est là une question de fait qui devra être résolue par le juge. En outre de l'habitation qui, d'après la définition que nous avons adoptée, est la notion première du domicile, le magistrat devra tenir compte des intérêts de l'électeur, quels qu'ils soient, « intérêts moraux et relations de famille, tout aussi bien qu'intérêts pécuniaires, exploitations industrielles, commerciales, etc. » (1). Que si les éléments d'appréciation (2) ne permettent au magistrat de fixer à bon escient le domicile de l'électeur, il agira sagement en lui attribuant comme domicile légal le domicile d'origine. Ce domicile étant celui de toute personne qui vient au monde, il doit être tenu pour le véritable domicile tant qu'il n'est pas démontré qu'il n'y a pas changement de domicile (3). Or, on sait que le changement de domicile s'opère par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu joint à l'intention d'y fixer son principal

(1) P. Planiol, loc. cit., n^{os} 566 et suivants.

(2) Le juge ne peut pas se fonder exclusivement, en dehors de toute autre circonstance de fait, sur la précarité du principal établissement, pour refuser l'inscription sur la liste électorale. Cass., 20 juin 1888. Pand. fr., per. 89, I, 144.

(3) Cass., 30 mars 1892, Pand. fr., per. 92. 7. 90. — Cass., 11 avril 1892, *ibid.*, 92. 7. 70⁹. — Cass. 2 juillet 1894, *ibid.*, 95. 7. 81.

établissement; cette intention résulte soit d'une déclaration expresse, soit encore des circonstances (1).

Il faut remarquer, toutefois, que ces questions, qui théoriquement paraissent devoir être résolues facilement, donnent lieu à des difficultés dans la pratique.

Prenons, par exemple, le cas où un avocat se fait inscrire au tableau d'un barreau qui n'est pas celui de la ville où il a son domicile d'origine. Le fait de l'inscription au barreau opère-t-il changement de domicile et fait-il perdre le domicile originaire? Il semble bien que la question doive être résolue par l'affirmative. En effet, l'exercice de la profession d'avocat paraît certes constituer le principal établissement qui détermine le domicile légal; et d'autre part, à défaut d'une déclaration formelle indiquant la volonté de changer de domicile, on peut voir dans le fait pour un avocat de se faire inscrire au barreau d'une ville qui n'est pas

(1) Les textes du Code civil qui régissent la matière sont ainsi conçus : « La preuve de l'intention résultera d'une déclaration expresse, faite tant à la municipalité du lieu que l'on quittera, qu'à celle du lieu où on aura transféré ce domicile », art. 104; « à défaut de déclaration expresse, la preuve de l'intention dépendra des circonstances », art. 105.

le lieu de son domicile d'origine, une circonstance (1) de nature à faire perdre ce domicile. Néanmoins cette opinion n'a pas été admise par la jurisprudence de la Cour de cassation. Le pourquoi de cette décision, si critiquable qu'elle nous paraisse, est indiqué dans un arrêt que nous trouvons intéressant de reproduire *in extenso* : « Attendu qu'il est établi en fait par le jugement attaqué que Victor Boisseau, né à Jazeneuil, a toujours son domicile chez ses parents ; que parvenu à sa majorité, il a été inscrit en qualité de domicilié, sur la liste de cette commune où il a exercé ses droits d'électeur, qu'il n'a jamais manifesté la volonté de transférer son domicile ailleurs ; — attendu que cette situation n'a point été modifiée par la circonstance que Victor Boisseau a été, le 3 novembre 1885, inscrit au tableau des avocats, près la Cour d'appel de Poitiers ; — qu'en effet l'on ne saurait, ainsi que le prétend le pourvoi, appliquer en pareil cas les dispositions de l'art. 107 du C. civil spécial aux fonctionnaires nommés à vie ; — que dès lors ils jouissent comme les autres citoyens, de toute liberté pour le choix de la détermination de leur domicile ; — attendu qu'en décidant dans ces circonstances, que l'ins-

(1) V^o art. 105, Code civil.

cription de Victor Boisseau au tableau des avocats près la Cours d'appel de Poitiers n'avait point eu pour conséquence de transporter en cette ville le domicile de cet électeur, mais qu'il l'avait conservé dans la commune où il l'avait précédemment fixé, le juge de paix a fait une saine application de la loi. — Rejette (1). »

.. A coté des personnes qui peuvent à leur gré changer de domicile, il en est d'autres qui ont un domicile légal indépendamment de leur volonté : ce sont les personnes qui ont un domicile de droit.

Ainsi les femmes mariées n'ont pas d'autre domicile que celui de leur mari ; les mineurs non émancipés ont leur domicile chez leur père et mère ou

(1) Nous citons un autre arrêt de la Cour de cassation qui nous paraît plus conforme aux principes juridiques qui régissent la matière et qui, vu la situation particulière qu'il peint, ne peut évidemment pas prononcer la perte du domicile d'origine : « attendu que le domicile d'origine se conserve tant que l'intention d'en adopter un nouveau n'est pas établi ; que la *résidence temporaire et discontinue* de — à Paris pour y faire un stage comme avocat et de se préparer au doctorat est insuffisante pour constater une telle intention, de telles absences nécessitées par les études laissant toujours présumer l'esprit de retour ; qu'en jugeant le contraire le jugement attaqué viole les articles invoqués par le pourvoi. — Casse. » Cass., 23 avril 1885.

tuteur (1) ; l'interdit a le sien chez son tuteur (2). En édictant ces dispositions la loi fait acte de prévoyance. Elle craint que ces personnes, en raison de leur incapacité, ne soient pas suffisamment éclairées sur le choix d'un domicile et cette crainte se justifie facilement. Une exception à cette règle a été faite pour la femme séparée de corps à laquelle la loi du 6 février 1893 (3) reconnaît un domicile distinct de celui de son mari.

Il serait superflu de nous arrêter davantage sur cette catégorie de personnes qui ne peuvent pas nous intéresser puisqu'elles ne sont point électeurs. Il en est différemment de certaines autres personnes auxquelles la loi assigne un domicile de droit et dont la détermination du domicile est la condition de l'exercice du droit de vote, nous voulons parler des fonctionnaires nommés à vie et des majeurs qui travaillent habituellement chez autrui.

Étudions chacune de ces situations.

(1) Quid de l'enfant naturel? S'il a été reconnu, le domicile de l'enfant se trouve chez le parent qui l'a reconnu; s'il n'a pas été reconnu et s'il n'a pas de tuteur, son domicile se trouve chez la personne qui l'a recueilli et élevé. Cass. 1889. Pand. fr., per. 89. 1. 305, D. P., 89. 1. 424, V^o Pand. fr., repert., mot : élections, n^o 806.

(2) Art. 108 C. civ.

(3) Alin. — 2 art. 107 C. civ.,

L'article 107 du C. civ. qui prévoit le cas des fonctionnaires nommés à vie est ainsi conçu : « L'acceptation de fonctions conférées à vie emportera translation immédiate du domicile du fonctionnaire dans le lieu où il doit exercer ses fonctions. » Il suit de là que les fonctionnaires nommés à vie ont un domicile obligatoire qui est celui du lieu où ils exercent leur profession. Les fonctions conférées à vie sont celles qui sont à la fois perpétuelles et irrévocables. On voit par cette définition que ces fonctions sont peu nombreuses : « ce sont celles des juges dans les tribunaux civils, des conseillers dans les Cours d'appel, à la Cour de cassation et à la Cour des comptes. Il faut y ajouter les notaires qui, d'après l'art. 2 de la loi du 25 ventose an XI, sont obligés à la résidence sous peine d'être considérés comme démissionnaire.

Les ecclésiastiques nommés à un évêché ou à une cure, quoiqu'ils ne soient pas à proprement parler des fonctionnaires, ont également leur domicile fixé par la loi. Mais les militaires sont assimilés aux fonctionnaires révocables : « ils n'ont pas de domicile légal et restent dans le droit commun » (1). Cependant le caractère de la profession n'est pas toujours aussi nettement marqué,

(1) Glaniol, loc. cit., n° 589.

et il peut y avoir doute sur le point de savoir si la fonction est à vie ou non. La Cour de cassation a eu notamment à se prononcer sur une espèce intéressante. Il s'agissait de savoir si la fonction de professeur de droit dans une Faculté peut être considérée comme inamovible. La Cour suprême a ainsi tranché la question (1) : « Attendu que vainement le demandeur invoque l'application de l'art. 107 du C. civ., que cet article est, au contraire, inapplicable, même aux professeurs titularisés de l'enseignement supérieur; — qu'en effet, quelles que soient les garanties que leur accorde la loi relativement à la nomination pour un emploi inférieur, il ne résulte d'aucun texte des lois actuelles, que le ministre n'ait pas le droit de les déplacer, s'il le juge nécessaire, en leur attribuant toutefois un autre emploi au moins équivalent; — qu'on ne peut donc considérer comme conférées à vie, les fonctions de professeur de droit, qu'exerce le dit X...; — attendu d'un autre côté, qu'il est déclaré par jugement que X... était déjà inscrit à Bergerac quand il l'a été sans sa participation sur la liste électorale de Bordeaux; — qu'ainsi cette dernière inscription ne pouvait faire

(1) V^o, également le rapport de M. Merville sur la question; Cass., 13 mai 1885, D. 1885, 1. 313.

obstacle au maintien de la première; — qu'en statuant comme il l'a fait, le juge de paix n'a donc violé aucune loi. — Rejette (1). »

Par application des principes posés par l'arrêt que nous venons de rapporter, il faut décider que les fonctionnaires de toutes les administrations et de tous les services publics n'ont pas un domicile de droit dès lors que le ministre dont ils dépendent peut les déplacer (2).

Une question analogue s'est posée en ce qui concerne les élèves d'un grand séminaire (3). Le séminariste doit-il être considéré comme ayant un

(1) Cass., 13 mai 1885, D. 85. 1. 313.

(2) Lenac. — Liste électorale, n° 165 in fine.

(3) Cass., 7 mai 1864, D. 73. 1. 459; Cass., 22 avril 1873. D. 73. 1. 422. — Il faut remarquer que ces arrêts bien que rendus avant la loi du 5 avril 1884, et, sous l'empire de la loi du 14 avril 1871, n'en établissent pas moins que le fait d'habiter un grand séminaire emporte pour l'élève établissement principal et translation du domicile d'origine. Or le domicile réel prévu par la loi du 14 avril 1871 est bien le même que celui qui est visé dans la loi du 5 avril 1884, sauf la différence d'une année qui était exigée dans la loi de 1871 pour que le domicile réel pût permettre l'inscription sur la liste électorale. Voici d'ailleurs le texte de l'art. 4 de la loi du 14 avril 1871 : « Sont électeurs tous les citoyens âgés de 21 ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques, et ayant depuis une année au moins leur domicile réel dans la commune, »

domicile réel dans la commune où se trouve le grand séminaire? Ce point de droit a été soumis à plusieurs reprises à l'appréciation de la Cour suprême qui l'a toujours résolu par l'affirmative. Elle considère que le séminariste est un fonctionnaire nommé à vie ayant un domicile réel et une résidence obligatoire dans la ville où est situé le grand séminaire. Cette solution qui n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif méritait d'être signalée comme document juridique (1).

Nous arrivons maintenant aux gens de service. L'article 109 du C. civ. qui est relatif à cette catégorie de personnes dispose : « Les majeurs qui servent ou qui travaillent habituellement chez autrui auront le même domicile que la personne qu'ils servent ou chez laquelle ils travaillent, lorsqu'ils demeurent avec elle dans la même maison ». La réunion de plusieurs conditions est donc exigée pour que les gens de service aient leur domicile chez le maître dans la maison duquel ils travaillent. Il faut d'abord que la personne qui travaille ait atteint sa majorité (2), que le travail, en outre,

(1) Ce que nous venons de dire relativement aux élèves d'un grand séminaire n'est pas applicable aux élèves d'un petit séminaire. La Cour de cassation a jugé en ce sens : Cass., 28 mars 1889. D. 89. 1. 215.

(2) Par exception à ce principe, on décide que le mineur

ait lieu habituellement et enfin il est nécessaire que le majeur qui travaille habituellement chez autrui demeure avec la personne qui l'emploie (1).

Telles sont, d'après l'art. 190 du C. civ., les conditions d'acquisition du domicile du maître.

Ces dispositions s'expliquent facilement : la loi présume que le principal établissement est là où une personne trouve tout à la fois le travail, le salaire et l'habitation. Reste à savoir quelle est la portée qu'il convient d'attribuer aux termes de l'article 109 du C. civ. et quelles sont les personnes qui peuvent rentrer dans ses termes. On admet généralement que l'article 109 est applicable à toutes les personnes qui habitent avec celui qui les rémunère d'un service rendu d'une façon journalière, tels sont, par exemple, les domestiques,

émancipé pourrait également acquérir le domicile du maître. V^o Planiol, loc. cit. n^o 587.

(1) En ce sens : Cass., 28 mars 1889, *Ferm. Pand. fr.*, per. 89. 1. 416. — Cass., 30 juin 1891, *Pand. fr.*, per. 92. 1.335. — Cass., 11 avril 1892, *Pand. fr.*, per. 92. 1.76. — Cass. 13 avril 1892. *Pand. fr.*, per. 92. 1.72. — Toutefois, une exception doit être faite pour la femme mariée qui à son domicile chez son mari quand bien même elle remplirait toutes les conditions prescrites par l'art. 109 du C. civ. La loi n'a pas prévu ce cas, mais la jurisprudence est en ce sens.

secrétaires, régisseurs et précepteurs, et même les clercs d'avoué ou de notaire (1).

Toutefois, il convient de remarquer que les gens de service qui ont leur domicile par application de l'article 109 du C. civ. chez le maître qui les emploie, ne perdent pas pour cette raison le domicile d'origine. Il en résulte que ces personnes peuvent, en revenant dans la commune où elles avaient leur domicile primitif, se faire inscrire sur la liste électorale de cette commune. — Mais il faut évidemment pour qu'il en soit ainsi que le domestique ne soit plus au service du maître chez lequel il avait son domicile réel (2).

Pour compléter nos explications sur le domicile réel dont le n° 1 de l'article 14 de la loi de 1884 fait une condition d'inscription sur la liste électorale, examinons s'il est nécessaire que ce domicile ait une certaine durée ou si le seul fait de sa création suffit pour l'exercice de l'électorat.

Cette question au premier abord peut paraître dénuée d'intérêt, en présence d'un texte précis et formel comme le n° 1 de l'article 14. Néanmoins, elle a donné lieu à des controverses. Certains

(1) V° Planiol, loc. cit., n° 583.

(2) Cass., 8 avril 1886; — Cass., 14 juin 1893, Pand. fr., per. 93. 7. 76.

auteurs ont soutenu que le domicile réel devait avoir une certaine durée pour l'exercice du droit de vote et, à l'appui de cette affirmation, ils ont présenté cet argument, savoir qu'il était contraire aux intérêts d'une commune que l'électeur qui opère un changement de domicile soudainement puisse demander de suite son inscription sur la liste électorale de cette commune; ceci posé, ces auteurs ont opté pour le délai de six mois par analogie avec le délai exigé pour la résidence. Ces raisons, il faut bien en convenir, sont plus de sentiment que de science juridique. Le n° 1 de l'article 14 ne peut prêter à aucune ambiguïté. Il fait du domicile et de la résidence deux conditions d'inscription sur la liste électorale, absolument distinctes et équivalentes; or pour la résidence le délai de six mois est exigé, tandis que pour le domicile il n'est pas question de délai. C'est donc à ce texte qu'il faut s'en tenir sous peine de tomber dans le domaine de la fantaisie. La Cour de cassation saisie de la question, l'a formellement tranchée dans le sens que nous adoptons. Voici comment elle s'explique à ce sujet : « Attendu, dit l'arrêt de la Cour, que X... est venu établir une exploitation agricole dans la commune de B. ; que par conséquent, il a son domicile réel en cette commune, et que la loi du 5 avril 1884 n'exigeant

point pour l'inscription sur la liste électorale une durée de six mois pour le domicile, c'est à tort que le juge de paix a refusé de faire droit à la demande d'inscription sur la liste électorale en raison de l'absence de ce délai... (1) »

SECTION III. — *De la résidence.*

La résidence est à elle seule une condition d'inscription sur la liste électorale quand elle a une durée de six mois. Le n° 1 de l'article 14 de la loi de 1884 est formel sur ce point (2).

Envisagée abstraction faite du domicile, la résidence peut être définie : l'endroit où une personne fixe pour un temps son habitation (3). « Tout endroit, dit M. Planiol, où la personne séjourne d'une manière un peu prolongée devient pour elle

(1) Cass., 28 mars 1889. — En ce sens également un arrêt du 8 avril 1886; Tribunal de Sceaux, 17 février 1891, Davesne, Pand. franc. per. 92. 2. 177; Cass., 25 mars 1891. Bonnet, *ibid.*, 91. 1. 358. — Cass., 21 mars 1892, Pand. fr. per. *ibid.*, 92. 7. 81; — Cass., 25 et 26 avril 1892; Pand. fr. per. 92. 7. 86. Béquet, repert. mot : élections, n° 110.

(2) Cass., 13 mars 1865, Rappe, D. P. 65, 1, 237; — 16 mai 1865, D. P. 65. 1. 237; — 3 mai 1869, D. P. 69, 1. 299; — 1^{er} juillet 1891, Pand. fr., per. 92. 1. 251; — 13 avril 1897, le Droit du 9 sept. 1897.

(3) Planiol, *ibid.*, n° 608.

une résidence, alors même que son domicile resterait fixé dans un autre endroit (1). »

La résidence n'a pas été réglementée par la loi comme le domicile. Néanmoins elle doit présenter certains caractères en l'absence desquelles elle n'aurait pas d'absence légale et ne présenterait pas la garantie suffisante pour l'inscription sur la liste électorale : elle doit être sérieuse et permanente. Ces caractères se définissent un peu par eux-mêmes. La résidence doit être sérieuse en ce sens qu'elle doit être réelle et impliquer de la part de l'électeur la volonté de devenir un habitant de la commune. Il est certain, par exemple, que des nomades qui seraient restés dans la commune pendant une durée de plus de six mois ne pourraient pas invoquer une résidence de cette nature pour requérir leur inscription sur la liste électorale (2). L'idée de permanence implique que la résidence doit être effective, non intermittente. La

(1) *Ibid.*

(2) En ce sens : Cass., 4 avril 1870. S. 70. 1. 310. — Il a été jugé que le séjour habituel d'un patron de barque dans le bateau où il attend les ordres de la compagnie au service de laquelle il se trouve, ne peut équivaloir à une habitation fixe, et ne peut dès lors servir de base à une inscription sur la liste électorale du lieu où stationne la barque. Cass., 4 avril 1870. D. P. 70. 1. 173. — Pand. fr., mot : élections, n° 863.

personne qui ne ferait dans une commune que de courts séjours ne pourrait pas prétendre à la résidence, car cette personne ne demeure pas dans cette commune, elle ne fait pas acte d'habitant. Cela ne veut pas dire toutefois, que celui qui veut acquérir la résidence dans une commune doit y passer six mois consécutifs sans pouvoir sortir des limites de la commune. Interpréter de la sorte le caractère de permanence que doit présenter la résidence serait dépasser la mesure. Ainsi une personne en résidence dans une commune ne cesse pas d'y résider parce qu'elle s'absente quelques jours pour aller faire une excursion ou pour faire un voyage. Ces absences peuvent, en effet, se concilier avec l'esprit de retour à bref délai et par conséquent ne constituent pas un obstacle à l'acquisition de la résidence (1).

On demande si les conditions dans lesquelles s'exerce l'habitation, peut constituer un empêchement à l'acquisition de la résidence. La question, à

(1) Planiol. — Loc. cit., n° 609. — Jugé en ce sens que la règle de la permanence de la résidence doit s'entendre raisonnablement et qu'on ne saurait exclure de la liste électorale les individus qui ont quitté la commune de temps à autre pour se livrer à des travaux se rattachant à l'exercice de leur profession, lorsque ces absences sont momentanées. Cass., 26 mars 1877, D. P. 77. 1. 268 et Répert. Pand. fr., mot : élections, n° 855.

notre avis, doit être résolue négativement. Il importe peu, suivant nous, de rechercher quel est le lieu de la résidence; que l'électeur, par exemple, habite dans un pensionnat, dans un couvent, ou encore dans une école normale d'instituteurs, il n'y a pas de raison pour le priver de l'exercice du droit de vote.

On peut objecter, il est vrai, que l'électeur qui habite la commune dans des conditions semblables vit en dehors de la vie propre de la commune et qu'il n'est pas, par suites des règles de discipline auxquelles il est astreint, assez autonome pour voter de son plein gré. Cette objection ne nous paraît pas avoir de valeur. Elle consiste dans une affirmation à laquelle manque toute démonstration. Et d'ailleurs si, par hypothèse, on voulait la tenir pour exacte, en partie tout au moins, on pourrait la généraliser et en étendre la portée à la plupart des collectivités, ce qui aurait pour résultat de réduire presque à néant le nombre des électeurs. Enfin, laissant de côté ces considérations pour nous placer sur le seul terrain juridique, nous ferons remarquer qu'aucun texte n'attribue les déchéances que l'on voudrait faire encourir à certains électeurs en raison du lieu de leur résidence; or les déchéances étant de droit étroit, il n'est pas possible de leur donner une

existence que la loi n'a pas reconnue (1). Non moins intéressante est la question de savoir si un citoyen qui a une résidence de six mois dans une commune, peut être inscrit d'office sur les listes électorales de cette commune. On a tiré argument du paragraphe 4 de l'art. 5 de la loi de 1874 pour soutenir que celui qui désirait se faire inscrire sur la liste électorale devait faire une demande expresse contenant la date et le lieu de sa naissance. Ces dispositions, a-t-on dit, n'ont pas été abrogées par la loi du 5 avril 1884 et, par suite, elles subsistent sous l'empire de cette loi. Cette opinion ne peut suivant nous, se justifier que par la mécon-

(1) Cass., 15 mars 1872. S. 72. 1. 207; — Cass., 6 avril 1886, S. 86. 1. 430. — La solution que donnent ces arrêts n'a pas paru à certains auteurs être applicable quand il s'agit d'une personne habitant dans un hospice. Dans cette hypothèse, a-t-on dit, il faut appliquer le décret du 24 août 1876 aux termes duquel les pensionnaires des hospices ne doivent pas être compris dans le dénombrement de la population dont le chiffre sert de base « à l'application de la loi municipale et à l'assiette de l'impôt ». Cette opinion nous semble être tout à fait dénuée de force. Le décret du 24 août 1876 est applicable aux matières qu'il vise, mais on ne peut soutenir sans être obligé de procéder par voie d'assimilation absolument hypothétique que ce décret concerne la matière électorale. La Cour de cassation s'est prononcée en ce sens: — Cass., 1^{er} avril 1873, S. 73. 1. 421; — 24 avril 1877. D. P. 77. 1. 272.

naissance de l'esprit et des textes de la loi de 1884. D'une part, en effet, les tendances de la loi de 1884 sont beaucoup plus libérales que celles de la loi de 1874, et l'inscription d'office ne pouvait que cadrer avec les idées du législateur de la loi du 5 avril 1884; d'autre part, et c'est là qu'est l'argument de fond, le § 1^{er} de l'article 14 « qui remplace l'alinéa quatrième de la loi de 1874 est muet sur ce point et comme on a pris soin de reproduire textuellement les paragraphes conservés, on en peut induire que si les prescriptions accessoires du § 4 n'ont point été reportées au § 1^{er}, c'est que le législateur les a jugées inutiles sous le nouveau régime (1) ». En outre, comme le fait remarquer l'auteur que nous venons de citer in extenso, aucun doute, sous l'empire du décret de 1852 et de la loi de 1875, ne s'était élevé sur le droit pour l'administration d'inscrire *d'office* sur la liste électorale les personnes ayant plus de six mois de résidence (2). Ce droit appartenait même d'une façon indubitable, à un tiers électeur (3). Les dispositions insérées dans la loi de 1874, n'ayant pas été

(1) Cass., 8 avril 1886. M. Manau, rapporteur, affaire Barle. — Greffier, de la formation et de révision de la liste électorale.

(2) Greffier. — Loc. cit. n° 118.

(3) Cass., 16 avril 1885.

maintenues dans la loi de 1884, il y a donc lieu de maintenir l'état de chose existant avant cette loi, sous l'empire du décret de 1852 et de la loi de 1875.

Examinons maintenant une disposition du n° 1 de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884, qui est relative à l'époque où la résidence doit exister.

Le troisième alinéa de ce paragraphe est ainsi conçu : « Seront également inscrits les citoyens qui, ne remplissant pas les conditions d'âge et de résidence ci-dessus indiqués, lors de la formation des listes électorales, les rempliront avant la clôture définitive » (1). La lecture de ce texte montre d'une façon évidente que la résidence, pour nous occuper de cette seule condition d'inscription, n'a pas besoin d'être acquise au moment de la formation et de la revision de la liste électorale : il suffit qu'elle existe avant la clôture définitive. La Cour de cassation a formellement reconnu cette interprétation stricte de l'alinéa 3 sous le n° 1 : « Attendu, dispose un arrêt du 6 avril 1886, que

(1) Ce texte a été inspiré par l'article 13 du décret organique du 2 février 1852 : « La liste électorale comprend : 1° Tous les électeurs habitant..... ; ceux qui n'ayant pas atteint, lors de la formation de la liste, les conditions d'âge et d'habitation, doivent les acquérir avant la clôture définitive ».

l'exercice des droits électoraux dans une commune n'est pas attaché seulement à l'existence du domicile civil; qu'il l'est aussi au fait d'une résidence réelle et effective de l'électeur, et qu'en conséquence tout citoyen devenu majeur avant l'époque de la clôture des listes a le droit d'être inscrit sur celles de la commune où il justifie à cette époque d'une semblable résidence pendant le temps déterminé » (1).

La question n'est pas aussi nettement tranchée en ce qui concerne le domicile. La loi étant muette sur ce point, on peut se demander s'il est nécessaire que le domicile réel soit établi au moment de la formation et de la revision des listes électo-

(1) Cass., 6 avril 1886, 5. 86. 1. 430. — Cet arrêt, qui reconnaît formellement le droit à l'inscription jusqu'à la clôture définitive de la liste, est intervenu pour trancher une question curieuse. Il s'agissait, dans l'espèce qui était soumise à la Cour de cassation, de savoir si les jeunes gens qui étaient devenus majeurs dans la commune où ils habitaient depuis plus de six mois pouvaient invoquer une résidence suffisante pour l'exercice du droit de vote, quand bien même le délai de six mois ne s'était pas écoulé entre l'époque de la majorité et celle de la clôture des listes. Interprétant strictement l'alinéa 3 du n° 1 de l'art. 14, la Cour de cassation décida qu'il importait peu que la résidence eût commencé avant la majorité dès lors que le délai requis par la loi s'était accompli avant l'époque de la clôture.

rales, où s'il suffit que son existence soit démontrée seulement avant la clôture des listes. La plupart des auteurs ont tranché la difficulté par une distinction; d'après eux, il faut examiner si la déclaration du domicile a eu lieu pendant le délai accordé à l'électeur pour réclamer son inscription : dans ce cas ils reconnaissent à ce dernier le droit de se faire inscrire sur les listes; mais ce délai passé sans déclaration de domicile, les mêmes auteurs refusent au contraire toute inscription sur la liste électorale. Ce système semble avoir pris naissance dans un arrêt de la Cour de cassation qui consacre cette solution (1). Toutefois, malgré l'autorité qui s'attache aux décisions de la Cour suprême, nous n'accepterons pas une semblable doctrine.

Elle nous paraît, en effet, quelque peu arbitraire, en cela qu'elle repose sur une distinction que nous ne trouvons pas formulée par la loi. Il y a sur la matière un texte formel : c'est l'alinéa 3 du n° 1 de l'art. 14. Pourquoi ne pas nous y tenir ? Or ce texte, ne prévoyant que le cas de la résidence et de l'âge pour permettre l'inscription avant la clôture, il n'y a pas de raison, croyons-nous, pour suppléer à son silence en ce qui concerne le domi-

(1) Cass., 21 mars 1888.

cile, silence que, faute de preuve contraire, il convient de considérer comme volontaire de la part du législateur.

CHAPITRE II

DU DROIT A L'INSCRIPTION SUR LA LISTE ÉLECTORALE RÉSULTANT DU DEUXIÈME PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 14.

Le numéro 2 de l'article 14 ajoute aux causes qui peuvent permettre l'inscription sur la liste électorale. Il permet à « ceux qui ont été inscrits au rôle de l'une des 4 contributions (1) directes ou au rôle des prestations en nature d'une commune, d'y exercer le droit de vote quand bien même ils ne résideraient pas dans cette commune, sous la condition toutefois de déclarer vouloir y exercer leurs droits électoraux ». Cette disposition n'est

(1) Le législateur n'ayant admis comme base de l'électorat que l'inscription au rôle d'une des quatre contributions, il s'ensuit que l'inscription au rôle des taxes sur les chiens, les voitures, les vélocipèdes, les billards, ne confère pas le droit électoral. Cass., 8 mai 1877. D. 77. 1. 389; Cass., 9 avril 1883, D. 84. 1. 204.

pas de droit nouveau. Elle était déjà contenue dans l'article 5 de la loi du 7 juillet 1874 (1).

Toutefois nous devons remarquer qu'il existe une différence notable entre le texte actuel et celui de la loi du 7 juillet 1874 au point de vue du délai qui doit s'écouler entre l'inscription au rôle d'une des quatre contributions directes ou des prestations en nature, et l'inscription sur la liste électorale. Ce délai était fixé à une année par la loi de 1874, alors que la loi de 1884 n'en exige aucun. Il résulte de là que celui qui remplit les conditions prescrites par cette dernière loi, peut se faire inscrire sur les listes électorales la veille même de la revision de ces listes.

Cette solution a été cependant contestée. On a soutenu que le législateur de 1884, en ne parlant pas d'un délai, n'avait pas entendu supprimer celui qui était fixé par la loi de 1874. Aucun argument sérieux n'est invoqué à l'appui de cette opinion par ses partisans ; elle reste donc une simple assertion et, par suite, elle constitue une base tout à fait

(1) Sont inscrits sur la liste électorale les citoyens qui, même n'étant pas nés dans la commune, y auraient été inscrits depuis un an au rôle d'une des 4 contributions directes ou au rôle des prestations en nature, et, s'ils ne résident pas dans la commune, auront déclaré vouloir y exercer leurs droits électoraux.

insuffisante pour étayer une doctrine de quelque valeur. Au contraire, le silence du législateur de 1884 sur un point qui avait motivé une disposition spéciale de la loi de 1874, nous paraît très significatif. A l'interpréter strictement, il conduit indubitablement à décider que le législateur a entendu supprimer ce délai d'un an, et sa volonté s'explique rationnellement, car la durée plus ou moins longue d'inscription soit au rôle d'une des 4 contributions directes, soit au rôle des prestations en nature, n'ajoute rien « à l'effet d'un droit qui repose sur les garanties que donne la propriété mobilière ou immobilière attestée par le paiement de l'impôt ou l'exercice d'une profession, ou l'exécution de charges communales, sous forme de prestations en nature » (1).

(1) Greffier, loc. cit. n° 128. — Voici les considérants d'un arrêt de la Cour de cassation qui corrobore entièrement cette manière de voir : « Attendu que d'après les art. 5 de la loi de 1874 et 14 de la loi du 5 avril 1884, l'inscription au rôle des contributions qui donne droit à l'inscription sur la liste électorale est celle qui existe au moment de la confection des listes ; — que si doivent encore être inscrits les citoyens qui, ne remplissant pas les conditions voulues, les rempliraient avant la clôture définitive, cette disposition ne s'applique pas aux conditions d'âge et de résidence, et non aux conditions d'inscription sur le rôle des contributions. » En ce sens : Cass., 5 mai 1887, D. 87. 1. 347 ; Doilhac, de l'électorat politique, p. 159 ; Morgand, la loi municipale, t. I, p. 124 ; Cenae, loc., p. 177.

A l'examen des motifs qui ont fait admettre les dispositions de l'alinéa 1^{er} du paragraphe 2 de l'article 14. On a fait observer qu'il était contraire au principe d'égalité que nos lois modernes tendent de plus en plus à consacrer, de permettre à certaines personnes qui ne remplissent pas les conditions de domicile et de résidence, de prendre part à l'exercice du droit de vote sous la seule condition qu'elles soient inscrites au rôle d'une des quatre contributions ou au rôle des prestations en nature ; n'est-ce pas, a-t-on dit, favoriser les uns au détriment des autres en tenant compte de la situation pécuniaire des citoyens. Nous ne saurions, pour notre part, souscrire à cette opinion. L'idée qui doit guider le législateur dans l'attribution de l'exercice du droit de vote est la part d'intérêt que peuvent avoir les électeurs dans l'administration de cette commune. Or, il n'y a pas, comme le fait judicieusement remarquer M. Cénac, « que les personnes domiciliées dans une commune ou celles y habitant depuis un certain temps, qui soient intéressées à sa bonne administration et auxquelles il soit convenable d'accorder le droit de suffrage ; il y a aussi les électeurs qui s'y rattachent par la propriété et par le paiement des impôts (1). » Il était donc rationnel de donner

(1) Cénac. — Loc. cit., n° 176.

comme contre-partie à une charge imposée par la commune, l'avantage de figurer sur la liste électorale.

La rédaction du paragraphe 2 de l'article 14 a fait naître quelques difficultés. On s'est demandé s'il fallait interpréter strictement la formule de ce paragraphe qui exige l'inscription personnelle au rôle ou si, au contraire, il convenait de s'en rapporter à l'esprit de la loi et, par suite, de considérer cette inscription comme secondaire en présence de faits de nature à justifier l'exercice du droit de vote. Une hypothèse de ce genre se rencontre fréquemment en matière de succession. On peut supposer, par exemple, que l'héritier du défunt tout en payant les impôts qui grèvent les biens de son auteur reste un assez long temps sans être inscrit au rôle des contributions au lieu et place du de cujus. Que décider dans ce cas? Faut-il refuser à l'héritier l'exercice du droit de vote? Si on résout la question par la négative, ce sera évidemment une interprétation stricte du paragraphe 2 de l'article 14, mais cette solution pourra être considérée comme contraire à l'esprit de la loi, car la charge de l'impôt ne sera pas contrebalancée par l'avantage de l'exercice du droit électoral. La même question se pose dans le cas où une personne ayant vendu sa propriété continue

à être inscrite au rôle d'une des quatre contributions directes. Bien qu'en réalité ce soit l'acquéreur qui ait la charge de l'impôt et qui soit devenu propriétaire, la loi lui reconnaît-elle le droit de figurer sur la liste électorale ?

Au premier abord, on est tenté de se ranger à l'opinion qui admet une interprétation libérale du paragraphe 2 de l'article 14, mais de puissantes raisons s'élèvent contre cette manière de voir. On s'explique aisément, en effet, que l'État pour concéder l'exercice du droit de vote, veuille avoir une certitude dans les droits de propriété du contribuable; or, l'inscription au rôle des contributions est une preuve de la qualité de propriétaire, puisque le rôle constitue un titre exécutoire. « Hors de là, écrit M. Cénac, il ne peut y avoir aucune base fixe; et c'est ouvrir la porte à une série de difficultés que le législateur a voulu éviter. Assurément, cette règle juste dans la presque totalité des cas, pourra quelquefois conduire à des erreurs; mais il appartiendra aux parties intéressées de veiller à ce que leur nom soit exactement porté au rôle (1). »

Cette opinion qui trouve sa base dans une interprétation stricte du texte du paragraphe 2, a

(1) Cénac. — Loc. cit., n° 177.

prévalu en jurisprudence. La Cour de cassation a jugé à plusieurs reprises que le droit pour un électeur d'être inscrit sur la liste électorale ne dépendait ni du fait qu'il était propriétaire ou qu'il payait l'impôt mais uniquement de son inscription personnelle au rôle des contributions. Cette disposition est notamment formulée dans un arrêt du 20 mai 1886 dont nous rapportons les considérants. Ils ne peuvent laisser aucun doute sur la question. « Attendu, dit cet arrêt, que la loi du 7 juillet 1874 attache l'électorat municipal, non au paiement de l'impôt, ni à la propriété foncière, mais à l'inscription personnelle du contribuable sur les rôles de la commune; attendu que César et Hyppolyte Joullié ne figurent pas sur les rôles de la commune de Montaud, que si, depuis 1876, les rôles ont porté la mention suivante : « Joullié Gustave « les héritiers », cette mention est suffisante pour remplir le vœu de la loi; attendu d'ailleurs qu'il résulte de la sentence attaquée que les frères Joullié ne justifient pas d'un domicile dans la commune de Montaud; attendu, en conséquence, que la sentence attaquée a refusé à bon droit aux frères Joullié, l'inscription sur les listes électorales de ladite commune : par ces motifs rejette.... (1). »

(1) Cass., 20 mai 1886. — Il convient de remarquer que

Cet arrêt est entièrement à un double point de vue ; d'abord il indique que l'inscription au rôle est absolument nécessaire ; en deuxième lieu, il précise de quelle façon l'inscription doit être prise. Il faut que cette inscription soit personnelle (1), et, faisant l'application de cette règle en ce qui concerne l'espèce qui lui est soumise, la Cour décide que la mention « Joullié Gustave les héritiers » n'est pas suffisamment personnelle pour permettre l'exercice du droit de vote. Un autre arrêt du 18 mars 1884 a consacré la même solution en jugeant que l'inscription au rôle ainsi faite « A. Suisse et ses héritiers » ne peut pas être

cette solution était déjà admise par la Cour de cassation avant la loi du 3 avril 1884. Relatons notamment un arrêt de la Cour de cassation du 17 avril 1883 : « Attendu, dit cet arrêt, que le droit à l'inscription sur les listes électorales résulte non du paiement par le contribuable lui-même des impôts portés à son nom, mais de son inscription personnelle sur les rôles.... » — En ce sens : Cass., 7 mai 1877. D. 77. 1. 303 ; Cass., 26 mars 1877, S. 77. 1. 228 ; Cass., 7 mai 1877, S. 77. 1. 430 ; Cass., 3 avril 1878, D. 78. 1. 215 ; Cass., 14 avril 1880, S. 80. 1. 430 ; Cass., 17 avril 1883, S. 83. 1. 375.

(1) Cass., 8 oct. 1874. D. 75. 1. 79 ; Cass., 17 avril 1878. S. 78. 1. 427 ; Cass., 14 avril 1880. S. 81. 1. 271 ; Cass., 11 avril 1881. D. 81. 1. 271 ; Cass., 30 avril 1883. S. 86. 1. 277 ; Cass., 18 mars 1892. S. 92. 1. 208 ; Cass., 10 mai 1897. S. 92. 1. 463 ; Chante-Grellet, t. 1, n° 115 ; Bavelier, liste électorale, n° 16 ; Greffier, Loc. cit., n° 136.

considérée comme suffisante pour permettre l'inscription sur les listes électorales.

Cette rigueur d'interprétation n'a cependant pas toujours été admise par la Cour de cassation. Nous trouvons un arrêt en date du 16 avril 1888, qui semble consacrer la solution inverse et c'est pour quoi nous tenons à le reproduire in extenso ; « Vu l'article 14 de la loi du 5 avril 1884; attendu qu'aux termes de cet article sont inscrits sur la liste électorale de la commune tous ceux qui sont inscrits au rôle des contributions directes dans la commune et qui demandent à y faire valoir leurs droits; attendu que les demandeurs ont produit un certificat régulier émané du directeur des contributions directes, constatant qu'ils ont acquis un immeuble en commun à Montlours et qu'ils ont fait opérer la mutation; qu'à la vente l'inscription a été faite sous la forme abrégée Blanc et consorts, mais que cette mention se réfère virtuellement à la feuille de mutation...; attendu dès lors qu'en jugeant le contraire le jugement attaqué a violé la disposition sus visée ».

On a cherché à concilier ce dernier arrêt avec les décisions que nous avons citées précédemment, en soutenant que la mention inscrite au rôle des contributions sous la forme Blanc et consorts valait dans l'espèce une inscription person-

nelle pour cette raison que la feuille de mutation contenait les noms des propriétaires en état d'indivision. Mais tel n'est point notre avis. Les arrêts précédents s'accordaient tous sur ce point que l'inscription au rôle devait être essentiellement personnelle et ils en tiraient la conséquence logique que la mention incomplète des noms des propriétaires sur ce rôle empêchait l'inscription sur la liste électorale. Or, la Cour de cassation, dans l'arrêt sus visé se contente d'une mention abrégée ne comprenant pas tous les noms des propriétaires indivis sur le rôle des contributions. Il y a donc divergence de solution sur la même question. Cette conclusion s'impose; nous aimons mieux la formuler plutôt que de chercher à concilier des décisions qui ne peuvent aboutir qu'à jeter de la confusion dans la matière, et nous tenons pour seule exacte la règle d'après laquelle *l'inscription personnelle* au rôle des quatre contributions est une condition *sine qua non* pour l'inscription sur la liste électorale (1).

Cela posé, il ne nous semble pas qu'il soit possible que le mari puisse profiter de l'inscription de sa femme sur le rôle des contributions où le nom de celle-ci a continué à être porté depuis le

(1) V° en sens contraire, Cass., 16 avril 1888.

mariage. La question, néanmoins, a été discutée. On a prétendu que le mari se trouvant être soumis à la charge de l'impôt en tant que chef de la communauté, pouvait se prévaloir pour son compte personnel de l'inscription de celle-ci au rôle d'une des quatre contributions directes. Cette solution ne mérite guère la discussion. Comment, en effet, peut-on tirer du fait que le mari administre (1) les biens de la femme la conséquence que l'inscription de celle-ci au rôle des contributions lui soit propre? Nous ne voyons pas quel rapport de cause à effet il peut y avoir entre ces deux faits, en présence d'un texte aussi formel que l'alinéa 1^{er} du paragraphe 2 de l'article 14. Ce texte, nous le répétons, exige une inscription personnelle au rôle; or, on suppose que c'est la femme et non le mari qui est inscrite à ce rôle. Poser ainsi la question c'est la résoudre (2).

L'application du même principe conduit à une solution différente dans l'hypothèse où le mari est porté personnellement au rôle pour des biens appartenant à sa femme.

Dans ce cas, le mari pourrait certainement se faire inscrire sur la liste électorale, car il se trouve

(1) Cass., 26 mars 1877, D. 77, 4, 303.

(2) *Ibid.*

remplir les conditions prescrites par le paragraphe 2 de l'article 14. La Cour de cassation s'est formellement prononcée en ce sens (1).

Il a été jugé également en conformité du principe que nous avons exposé qu'un fils ne peut pas profiter de l'inscription de son père sur la liste électorale. Par suite « doit être cassé le jugement qui ordonne l'inscription d'un citoyen sur les listes électorales d'une commune par le motif que le père est inscrit sur le rôle de plusieurs contributions directes de cette commune et qu'il a transmis ce droit à un fils qui entend s'en prévaloir (2) ».

Toutefois, il est intéressant de signaler un cas dans lequel la Cour de cassation a admis que l'inscription personnelle au rôle n'était pas absolument nécessaire pour figurer sur la liste électorale. L'acte considéré par la Cour comme équivalent à l'inscription au rôle était une décision du conseil de préfecture ayant mis à charge d'une personne l'impôt résultant de ce rôle et dont une autre personne avait été grevée à tort. Invoquant cette décision celui qui était substitué à l'autre pour le paiement de l'impôt avait demandé son inscription sur la liste électorale, mais le juge de paix n'avait pas fait

(1) Cass., 5 mai 1884.

(2) Cass., 18 mars 1892, précité; Fuzier-Hermann, répertoire, mot : élections, n° 494.

droit à cette demande pour le motif que le réclamant n'était pas matériellement inscrit au rôle des contributions directes, et que par conséquent il ne se trouvait pas dans les conditions requises par la loi pour se faire inscrire sur la liste électorale. Sur cette décision la Cour de cassation rendit un arrêt aux termes duquel elle reconnaissait le bien fondé de la demande du réclamant et refusait au juge de paix le droit de statuer sur la question. Voici en quels termes s'exprimait l'arrêt sur ce point : « Attendu que la décision du Conseil de préfecture réparant l'erreur commise par la commission de répartition a substitué le demandeur à telle personne pour la partie de la cote de celle-ci concernant les portes et fenêtres de la maison par lui construite, a eu pour effet légal et nécessaire de faire considérer ladite personne comme n'ayant jamais été inscrite au rôle pour cet impôt; et le demandeur comme y ayant été inscrit personnellement... et qu'ainsi le demandeur était fondé à requérir son inscription sur la liste des électeurs municipaux de la commune...; qu'en rejetant la réclamation du demandeur par le motif que non seulement il n'était pas inscrit personnellement au rôle des contributions, mais qu'il ne pouvait même pas l'être, le juge de paix a commis un excès de pouvoir et méconnu, en tout cas, l'effet légal et

nécessaire que devait avoir, quant à l'application du texte de la loi invoqué par le pouvoir, la décision du conseil de préfecture dont se prévalait le demandeur (1) ».

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 14, l'inscription au rôle des prestations en nature est également une cause qui permet d'être inscrit sur la liste électorale. Ceux qui figurent au rôle de ces prestations n'ont donc à justifier d'aucune condition de résidence ou de domicile pour figurer sur la liste électorale; ils sont donc assimilés complètement aux contribuables qui sont inscrits aux rôle d'une des quatre contributions directes.

Le paragraphe 2 contient une disposition commune à ceux qui sont inscrits au rôle des contributions directes et à ceux qui figurent sur le rôle des prestations en nature : leur inscription sur la liste électorale est subordonnée à une manifestation de volonté de leur part (2). La loi de 1884 ne fait

(1) Cass., 5 mai 1875, S. 75. 1. 375. — Cénæ, cit., 75

(2) Cass., 8 juin 1880, S. 82. 1. 379; Cass., 14 mai 1884. S. 84 1. 293; Cass., 28 mars 1889, S. 91. 1. 473; Cass., 9 avril 1895, S. 96.1. 95 — Bavelier, loc. cit., n° 60; Chantegrellet, T. 1, n° 115.

Il en est différemment pour l'électeur qui réside dans une commune depuis 6 mois ou qui y est domicilié. Celui-ci peut être inscrit d'office sur la liste électorale et indepen-

que reproduire à cet égard les dispositions de la loi de 1874 (1).

La demande en inscriptions sur la liste électorale doit être personnelle. Elle ne pourrait être formée par une tierce personne.

C'est là une différence avec le cas où il s'agit d'un électeur qui réside dans une commune depuis 6 mois ou y est domicilié, la demande, dans ce cas, pouvant être formée même par un tiers. Ainsi le décide la jurisprudence (2).

Aucune forme spéciale n'est prescrite par la loi pour faire la demande en inscription. Elle peut être faite par écrit ou verbalement (3). Il ne nous semble pas qu'il soit possible de mettre cette solution en doute en présence des termes très larges du paragraphe 2 de l'article 14. Et pourtant, il convient de signaler que sous l'empire de la loi de

demment de toute demande de sa part. Cass., 9 oct. 1874, S. 71. 1. 36; Cass., 24 mai 1881, S. 83. 1. 651.

(1) L'article 5 de cette loi disposait :

« Sont inscrits sur la liste électorale... ceux qui même n'étant pas nés dans la commune y auront été inscrits depuis un an au rôle des prestations en nature, et, s'ils ne résident pas dans la commune, *auront déclaré vouloir y exercer leurs droits électoraux.* »

(2) Cass., 9 oct. 1874. D. 74. 1. 492; Cass., 24 mai 1881 précité.

(3) Cass., 26 avril 1880, S. 81. 1. 325,

1874, une circulaire ministérielle du 12 juillet 1874, avait exigé que la demande fût faite par écrit. C'était faire une fausse interprétation de la loi. Le mal ne tarde pas d'ailleurs à être réparé. Quelques mois après, l'apparition de la première circulaire en date du 1^{er} août 1874, déclarait formellement que la demande pouvait être faite verbalement. En conséquence la demande n'est soumise à aucune règle particulière. Les plus grandes facilités sont accordées à l'électeur qui veut se faire inscrire sur la liste électorale.

C'est ainsi qu'il peut faire connaître sa volonté par une lettre (1) adressée au maire de la commune où l'inscription doit avoir lieu, ou encore à la commission administrative de revision; il peut encore charger un mandataire de former cette demande pour lui et de la poursuivre devant une juridiction quelconque, si besoin est. Ce mandat n'est soumis à aucune forme spéciale. Il peut même intervenir entre un électeur et une personne chargée de fonctions municipales (2). Mais le mandat doit

(1) Cass., 9 oct. 1874, S. 71. 4. 36; Cass., 28 avril 1879, S. 80. 4. 133.

(2) Cass., 20 juin 1881, précité. Cet arrêt décide également qu'il importe peu que le tiers chargé de faire la demande soit adjoint au maire ou membre de la commission,

être certain et résulter de documents dont l'existence ne peut être niée (1).

Toutefois, en cas de contestation sur le point de savoir si la demande a été faite ou non, c'est à l'électeur qui désire son inscription à prouver que la demande a été faite. Il n'y avait aucune raison pour déroger sur ce point aux règles du droit commun et la Cour de cassation s'est nettement prononcée en ce sens (2).

Mais d'où la preuve de la demande peut-elle résulter? L'article 19 du décret du 2 février 1852 décide à cet égard : « Il sera ouvert dans chaque mairie un registre sur lequel les réclamations seront inscrites par ordre de date et la mairie devra donner un récépissé de chaque réclamation ». C'est donc en présentant ce bulletin que l'électeur pourra établir que la demande a été effectuée. Il se peut cependant que le récépissé n'ait pas été remis à l'électeur pour une raison quelconque, par exemple, une raison de malveillance ou de simple omission... Que décider dans cette hypothèse? L'électeur doit-il être rendu responsable du défaut de récépissé? Nous ne le pensons pas. Le récépissé est donné à

(1) Cass., 16 novembre 1874, 17 avril 1884. — Bavelier, *loc. cit.*, n° 57.

(2) Cass., 28 avril 1875, Bulletin civil, n° 63.

l'électeur pour lui faciliter les preuves de sa demande, mais il ne peut le priver de recourir aux moyens du droit commun. Cette preuve pourrait donc se faire soit par témoins, soit par reconnaissance du maire qui a reçu la réclamation ou encore par exploit d'huissier relatant la réponse du maire et l'aveu que la demande lui a été faite (1).

Cette demande, toutefois, n'est nécessaire que pour une première inscription. L'électeur n'a donc pas à la renouveler chaque année. Rien dans la loi ne permet de mettre en doute cette opinion, et la Cour de cassation a décidé que le contribuable qui a été inscrit sur la liste électorale sur sa demande continue à y figurer tant qu'il n'a pas demandé à être inscrit sur une autre liste électorale, conformément aux droits à lui reconnus (2).

Examinons maintenant les dispositions de l'alinéa 2 *in fine* de l'article 14. Ce paragraphe assimile certaines personnes en ce qui concerne l'exercice des droits électoraux, à ceux qui sont inscrits au rôle d'une des quatre contributions ou au rôle des prestations en nature. Ce paragraphe dispose, en effet : « Seront également inscrits, aux termes du présent paragraphe, les membres de la famille des

(1) Greffier. — Loc. cit., n° 218.

(2) En ce sens : Cénac. — Loc. cit., n° 189, et arrêt Cass., 28 mai 1883, S. 85. 1. 272.

mêmes électeurs compris dans la cote des prestations en nature, alors même qu'ils n'y sont pas personnellement portés, et les habitants qui, en raison de leur âge ou de leur santé, auront cessé d'être soumis à cet impôt » (1). Ce texte prévoit deux catégories de personnes bien distinctes. Nous allons les étudier successivement.

La première catégorie de personnes indiquées par le texte comprend les membres de la famille des mêmes électeurs compris dans la cote de la prestation en nature. Mais que faut-il entendre par membre de la famille? D'une façon générale, les membres de la famille visés par la loi sont tous ceux, parents et alliés, qui vivent sous le même toit (2). En raison des termes très compréhensifs de cette définition, il pourra souvent y avoir doute sur le point de savoir si tel membre de la famille est compris dans la cote des prestations plutôt que tel autre. C'est ainsi qu'il a été jugé qu'un fils ne pouvait exciper de l'inscription de son père au rôle des prestations en nature quand il est impossible de prouver que le fils soit compris dans ce rôle eu égard à la somme des journées de travail et au nombre des membres de la famille. La Cour de

(1) Loi du 5 avril 1884, art. 14.

(2) *Cenac*. — *Loc. cit.*, n° 191.

cassation a consacré cette solution dans un arrêt qui mérite d'être rapporté : « Attendu, dit cet arrêt, que le jugement attaqué déclare qu'il n'est pas justifié en fait que le sieur Edmond Verdier soit compris dans la cote des prestations en nature que paie son père dans la commune de Sanilhac; attendu qu'à l'encontre de cette constatation de fait, le demandeur produit seulement des certificats du percepteur de Sanilhac, attestant que le sieur Verdier père est porté à la taxe des prestations en nature pour six journées d'hommes, soit la taxe de deux personnes; attendu que les indications de ces pièces peuvent s'appliquer à d'autres personnes que le sieur Edmond Verdier, ne suffisent pas à faire la justification que le juge de paix a déclaré manquer, en fait, à la réclamation du demandeur » (1).

La définition des membres de la famille que nous venons de donner, exclut naturellement les domestiques et autres gens de service. Ces personnes ne peuvent, en invoquant l'inscription de leur maître au rôle des prestations en nature, se faire inscrire sur la liste électorale. Ainsi en a décidé la Cour de cassation (2), en se basant sur ce

(1) Cass., 16 avril 1881, D. 81. 1. 482.

(2) Cass., 28 avril 1880, D. 80. 1. 279; Cas., 17 avril 1883. D. 84. 1. 204.

motif que le lien du sang ou de l'affinité peut seul constituer les membres de la famille (1).

Le second groupe des personnes auxquelles la loi reconnaît le droit d'être inscrites sur la liste électorale indépendamment de toute condition de domicile ou de résidence, est composé par les habitants qui, en raison de leur âge ou de leur santé, auront cessé d'être soumis à cet impôt.

Le sens qu'il faut attribuer au texte de la loi en ce qui concerne cette catégorie de personne est assez incertain. Pour les déterminer, il convient, au préalable, de rapprocher du paragraphe 2 de l'article 14 de 1884 l'article 3 de la loi du 21 mai 1836. Ce dernier texte dispose : « Tout héritier, chef de famille et d'établissement à titre de propriétaire, de régime de fermier ou de colon partiaire, porté au rôle des contributions directes, pourra être appelé à fournir chaque année une prestation de trois jours : 1^o pour sa personne, ou pour chaque individu mâle valide, âgé de 18 ans au moins et de 60 ans au plus, membres ou serviteurs de la famille et résidant dans la commune..., etc. » L'analyse de cet article nous conduit à formuler certaines observations qui sem-

(1) V^o en ce sens la circulaire du ministre de l'Intérieur du 12 juillet 1874.

blent ne pas cadrer complètement avec le texte du paragraphe 2 *in fine* de l'article 14.

Tout d'abord, l'article 3 de la loi de 1836 n'impose l'obligation d'être porté sur les rôles des prestations en nature qu'à l'habitant « chef de famille et d'établissement à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier ou de colon partiaire », sans avoir égard à l'âge ni à l'état de santé. Ce n'est qu'à l'occasion des membres et des serviteurs de l'habitant porté au rôle des prestations en nature que la loi exige certaines conditions de santé et d'âge, mais ces diverses personnes indiquées par le n° 1 de l'article 3 de la loi de 1836 ne figurent pas nominativement au rôle des prestations en nature et ne servent qu'à établir numériquement le nombre des journées auxquelles sont tenus les habitants figurant sur le rôle des prestations. Cela posé, on peut se demander à quelles personnes s'applique la disposition du paragraphe 2 *in fine* de l'article 14 : « Les habitants qui, en raison de leur âge ou de leur santé auront cessé d'être soumis à cet impôt. » Ce paragraphe vise-t-il les propriétaires, fermiers ou colons partiaires indiqués dans l'article 3 de la loi de 1836 ? Le doute est permis puisque ces personnes sont portées au rôle, indépendamment de toute condition d'âge ou de santé. Vise-t-il, au contraire, les membres de la famille et les serviteurs

de l'habitant inscrit au rôle des prestations ? On ne peut l'affirmer. Comment, en effet, ces personnes pourraient-elles cesser d'être inscrites au rôle puisque, par hypothèses elles n'y ont jamais été portées. La question est donc difficile à résoudre. On a proposé une explication qui paraît assez séduisante. « Pour nous, écrit M. Greffier, il faut combiner les deux lois dans la mesure du possible, et dire que le législateur de 1884, qui ne s'est suffisamment pas rendu compte de la façon pratique dont le rôle des prestations était dressé, a cru vraisemblablement que les membres ou les serviteurs de la famille figuraient, en noms propres, sur ces rôles, à la suite ou près de celui du propriétaire, pour expliquer le nombre des journées de travail qui leur étaient imposées, et a voulu que ces membres ou domestiques, pour lesquels, s'ils arrivent à 60 ans ou deviennent infirmes, le propriétaire ne paie pas les journées de prestations, mais qui continuent à résider dans la commune, soient inscrits sur la liste électorale municipale ; c'est à peu près le seul moyen de comprendre le texte de la loi de 1884, qui n'est peut-être, après tout, que l'erreur d'un accès de paternité et de philanthropie. Dans ce système, on ne demande pas à l'habitant, âgé de plus de 60 ans ou infirme, s'il a été nominativement inscrit sur les rôles des

prestations, mais s'il a fait nombre sur le bordereau du propriétaire ou du chef de sa famille, pour fixer la part imposable de ceux-ci dans cet impôt particulier » (1).

Ce système ainsi présenté mérite de retenir l'attention, mais il a contre lui un vice fondamental, c'est de reposer sur une prétendue erreur du législateur de 1884. Or, rien ne prouve, à notre avis, que le législateur se soit trompé. En l'absence de cette preuve, il convient d'appliquer, le texte qui régit la matière électorale : l'article 14 de la loi de 1884. Ce texte parle uniquement « des habitants qui ont cessé d'être soumis à l'impôt ». Il faut l'appliquer à la lettre. Par suite, les dispositions du paragraphe 2 ne peuvent s'adresser qu'à ceux qui ont cessé d'être inscrits au rôle après y avoir été portés, c'est-à-dire aux propriétaires, fermiers ou colons partiaires habitant la commune.

Ces personnes seulement pourront, en vertu de l'article 14, se faire inscrire sur la liste électorale indépendamment de toute condition de domicile ou de résidence. Quant à la question d'âge et de validité elle n'a pas été prévue et tranchée par la loi de 1884 ; il en est de même en ce qui concerne l'autorité qui sera chargée, le cas échéant, de sta-

(1) Greffier. — Loc. cit., n° 146.

tuer sur ces différents points. Mais qu'est-ce que cela a de surprenant? La loi de 1884 n'a pas pour but de régler les questions relatives aux contributions et à l'impôt; elle est avant tout une loi électorale et sa sphère d'application ne comportait pas de déterminer à quel âge et à quelles conditions de santé une personne cesserait d'être portée sur le rôle des prestations (1). La Cour de cassation a décidé ainsi dans un arrêt du 28 avril 1880. Bien que cet arrêt soit antérieur à la loi de 1884 il a une portée aussi grande que s'il était postérieur à cette loi puisque la loi de 1874 contenait la même disposition. Voici d'ailleurs en quels termes la Cour de cassation s'exprimait : « Attendu que le paragraphe 2 de l'article 5 de la loi de 1874 ordonnant l'inscription sur la liste électorale communale des habitants qui, à raison de leur âge, c'est-à-dire parce qu'ils sont âgés de 60 ans, ont cessé d'être soumis à cet impôt des prestations en nature, ne peut être invoqué que par ceux qui ayant été inscrits antérieurement au rôle de cet impôt, ont cessé d'y être soumis à raison de leur âge, et, par conséquent, ont cessé de pouvoir être inscrits sur ce rôle; que Molinier père n'ayant, à aucune épo-

(1) En ce sens. Repert. Fuzier-Hermann, mot : élections, n° 561.

que, été inscrit au rôle des prestations en nature de la commune du Garrié, ne peut, dès lors, invoquer le privilège de son âge, afin d'être porté sur la liste des électeurs municipaux de cette commune (1).

(1) Cass., 1880. 80. 1. 279.

CHAPITRE III

DES ALSACIENS-LORRAINS

L'étude de ce chapitre est consacrée à la situation spéciale qui est faite aux Alsaciens-Lorrains par le paragraphe 3 de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884. Ce paragraphe est ainsi conçu : « Seront inscrits ceux qui, en vertu de l'article 2 du traité de paix du 18 mai 1871, ont opté pour la nationalité française et déclaré leur résidence dans la commune conformément à la loi du 19 juin 1871 ».

Le traité du 10 mai 1871 permettait aux Français originaires des territoires cédés et s'y trouvant domiciliés à cette époque, de conserver la nationalité française, sous la condition de transporter leur domicile en France et de s'y fixer avant le 1^{er} oc-

tobre 1872, après déclaration préalable à l'autorité compétente (1).

Quant à la loi du 19 juin 1877, elle ne comprenait qu'un article. Le voici : « Sont électeurs et éligibles, sans condition de temps de résidence dans le nouveau domicile qu'ils ont choisi ou choisiront en France, les citoyens français qui, conformément à l'article 2 du traité du 10 mai 1871, ont opté ou optèrent pour la nationalité française, à la charge par eux de faire, à la mairie de leur nouvelle résidence, leur déclaration constatant la volonté d'y fixer leur domicile et d'y réclamer leur inscription sur les listes électorales ».

Ainsi les électeurs visés par le paragraphe 3 de l'article 14, qui remplissent à la fois les conditions prescrites par le traité du 18 mai 1871 et de la loi du 19 juin 1871, jouissent du bénéfice de l'électorat. Cette disposition qui existait déjà dans la loi du 7 juillet 1874 (2) a été reproduite dans l'article 14 de la loi du 5 avril 1884, les raisons de décider étaient les mêmes.

(1) L'assemblée nationale avait rectifié ce traité le 18 mai.

(2) Le paragraphe 5 de la loi du 7 juillet 1874 dispose : sont inscrits..... ceux qui, en vertu de l'article 2 du traité de paix du 10 août 1871, ont opté pour la nationalité française et déclaré fixer leur résidence dans la commune, conformément à la loi du 19 juin 1871.

Cependant, il peut se présenter une hypothèse où l'application du paragraphe 3 de l'article 14 n'est pas sans difficultés. On peut supposer que les électeurs prévus dans ce paragraphe ont exercé leurs droits d'option, mais sans avoir fait de déclaration de résidence, et, sans avoir réclamé leur inscription sur les listes d'une commune. Dans ce cas, cette dernière formalité peut-elle être remplie quel que soit le laps de temps écoulé entre l'exercice du droit d'option et la déclaration de résidence? On pourrait prétendre, en s'appuyant sur les textes qui régissent la situation des Alsaciens-Lorrains, que la déclaration de résidence doit avoir lieu en même temps que le droit d'option. Mais la réponse à cet argument est facile. D'abord cette solution ne résulte pas forcément des textes invoqués; ensuite le législateur de 1884, comme celui d'ailleurs de 1874, n'avait aucune raison pour priver du droit de se faire inscrire sur la liste électorale des citoyens qui avaient exercé leur droit d'option pour rester Français, mais auxquels des résidences plus ou moins passagères n'avaient pas permis de faire une déclaration conforme à leur choix. C'est dans le sens large qu'il faut donc interpréter les dispositions du traité du 18 mai 1871 et de la loi du 19 juin de cette même année. Notre opinion trouve, au surplus, une base solide dans

les décisions de la Cour de cassation. « Attendu, dit notamment un arrêt de cette Cour (1), que l'article unique de la loi du 19 juin 1871 qui donne à ceux qui ont opté pour la nationalité française la faculté d'être électeurs et éligibles, sans condition de temps de résidence dans la commune qu'ils auraient choisie pour y établir leur domicile, a fait dépendre cette faculté de la double condition de faire une déclaration de domicile et d'y réclamer leur inscription sur la liste électorale ; attendu qu'il est reconnu, en fait, que si Bertrad, originaire de Metz, a opté en 1872 pour la nationalité française, c'est seulement au mois de juillet 1879 qu'il a fait, à Moutier-en-Der, la déclaration de domicile prescrite par la loi du 19 juin 1871 ; que, cependant, le juge de paix, sans constater que Bertrad avait précédemment usé du bénéfice du paragraphe 5 de l'article 5 de la loi de 1874, dans une des communes où il aurait temporairement résidé depuis son option, a refusé d'ordonner son inscription sur la liste électorale de Moutier-en-Der, en quoi il a violé l'article ci-dessus visé. Casse. »

Cet arrêt tranche donc nettement la question, dans le sens que nous avons indiqué ; aucune con-

(1) Cass., 27 avril 1880.

dition de délai n'est prescrite entre le jour de l'option et celui de la déclaration (1).

En outre, il s'en dégage un intérêt à un autre point de vue. Le bénéfice résultant du paragraphe 3 de l'article 14 ne peut s'exercer qu'une fois. Admis à jouir d'une mesure exceptionnelle, l'électeur qui tient ses droits du paragraphe sus-visé ne saurait prétendre, après une déclaration de résidence dans une commune, se faire inscrire sur la liste électorale d'une autre commune, à moins, bien entendu, qu'il ne jouisse d'une autre des causes d'inscription prévues par la loi électorale. Le passage précité : « sans constater que Bertrad avait précédemment usé du bénéfice du paragraphe 5 de la loi de 1874 » — la question est la même sous l'empire de la loi de 1884 — implique nécessairement que la Cour de cassation reconnaît comme épuisé le bénéfice de déclaration de résidence qui a été déjà

(1) Aucune forme spéciale n'est requise pour la déclaration de l'Alsacien-Lorrain. « Elle peut être faite par une lettre adressée au maire et résulter d'une lettre du maire qui atteste qu'elle a été faite. On ne peut l'assujettir à la formalité de l'inscription de la demande sur le registre déposé à la mairie pour la déclaration de domicile. » Répertoire Fuzier-Herman, mot : élections, n° 570; Cass.; 1883, 83. 1. 189; Greffier, n° 150, Rendu, n° 109.

exercé (1). Que décider en ce qui concerne l'Alsacien-Lorrain qui n'a pas opté en temps utile, et qui recouvre plus tard la qualité de Français, par application de l'article 18, C. civ.? Peut-il bénéficier des dispositions combinées des lois de 1871 et de 1884? Nous ne le pensons pas. Malgré l'intérêt qui s'attache aux Alsaciens-Lorrains, il ne nous paraît pas possible, dans cette hypothèse, de les faire profiter de la situation privilégiée qui leur est accordée par les lois précitées, puisqu'ils ne se trouvent pas dans les conditions requises par le législateur de 1871 et de 1884 (2).

Il est évident, d'ailleurs, que si l'Alsacien-Lorrain, pour demander son inscription sur la liste électorale vient à invoquer les causes d'inscriptions qui ne leur sont pas spéciales, point n'est besoin de justifier de la déclaration exigée par la loi de 1871. C'est là un bénéfice auquel l'intéressé peut renoncer si bon lui semble.

Ce principe sert à donner la solution dans des hypothèses qui peuvent se rencontrer fréquemment.

Citons notamment l'espèce suivante, qui a été soumise à l'appréciation des tribunaux :

(1) En ce sens : Greffier, n° 149; Bavelier, liste électorale, n° 149; Chante-Grellet, t. 1. n° 118.

(2) Répert. Fuzier-Herman, mot ; élections, n° 576; Greffier, n° 156.

En 1872, un Alsacien-Lorrain dont le fils était mineur, fit, tant en son nom personnel qu'au nom de son fils, une déclaration d'option. Le fils étant devenu majeur en 1879, demanda son inscription sur la liste électorale de la commune où il résidait depuis plus de trois ans. Le juge de paix auquel la question fut soumise la trancha par la négative. Il décida que ce fils d'Alsacien-Lorrain devait pour obtenir son inscription, faire la déclaration prescrite par la loi de 1871. Mais cette décision nous paraît très critiquable. Elle est contraire aux prescriptions de la loi de 1884, qu'elle viole manifestement. L'Alsacien-Lorrain qui n'avait pas effectué de déclaration conformément à la loi de 1871, pouvait se dispenser de justifier de cette formalité, puisqu'il rentrait dans les dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 14 de la loi de 1884, aux termes duquel la résidence de six mois dans une commune, suffit pour obtenir l'inscription sur les listes électorales (1).

(1) Greffier, n° 155; Chante-Grellet, t. 1, n° 148; répertoire Fuzier-Herman, mot: élections, n° 572.

CHAPITRE IV

DES RÈGLES SPÉCIALES AUX MINISTRES DES CULTES RECONNUS ET AUX FONCTIONNAIRES PUBLICS

Le n° 4 de l'article 14 dont l'étude fait l'objet de ce chapitre est ainsi conçu : « la liste électorale comprend... ceux qui sont assujettis à une résidence obligatoire dans la commune en qualité, soit de ministres des cultes, reconnus par l'Etat, soit de fonctionnaires publics ». Cette disposition n'est pas de droit nouveau. Elle était déjà écrite en des termes identiques dans l'article 5 de la loi du 7 juillet 1874 (1). Elle n'a plus aujourd'hui une portée aussi étendue en raison des modifications qui lui ont été apportées par la loi, concernant la séparation de l'Eglise et de l'Etat du 9 décembre 1905. On sait, en effet, que le paragraphe 4 de l'ar-

(1) V^o Loi du 30 mai 1850.

ticle 14, exige comme condition que le ministre du culte appartienne à un culte *reconnu* par l'Etat. Or, l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905, dispose dans son alinéa premier : « La République ne *reconnait*... aucun culte. » La condition du culte reconnu venant à manquer, il n'y a donc plus lieu d'appliquer la mesure de faveur édictée par le paragraphe 4 à l'égard des ministres des cultes. Ces derniers devront, par suite, être traités en matière électorale comme les autres citoyens. Cette question élucidée, il nous reste à parler des fonctionnaires publics.

Dans un précédent chapitre nous avons montré quelle était, au point de vue électoral, la situation des fonctionnaires nommés à vie : pour eux, le domicile réel se confond avec la résidence professionnelle. La règle n'est pas la même pour les fonctionnaires ordinaires. Ces derniers ne perdent pas leur domicile par le fait de leurs fonctions. Mais l'article 14, dans son paragraphe 4, leur crée une situation privilégiée, en permettant leur inscription sur la liste électorale indépendamment de toute condition de résidence. Toutefois le paragraphe 4 apporte une limitation à cette mesure exceptionnelle : il faut pour que le fonctionnaire puisse figurer sur la liste électorale qu'il soit assujéti à une résidence obligatoire.

La résidence obligatoire est donc une condition primordiale pour l'application du paragraphe 4 de l'article 14. Avant de rechercher si telle personne est un fonctionnaire public ou non, il conviendra par conséquent d'examiner si la fonction dont est investi le fonctionnaire entraîne légalement l'obligation de la résidence dans la commune. C'est là une question qui doit être examinée avec soin par le juge de paix. « Il la tranchera, conseille M. Greffier, soit d'après la nature de la fonction, soit d'après les termes de l'acte contenant nomination ou commission (1). »

(1) Greffier, loc. cit., n° 182. — La jurisprudence est riche en exemples de fonctionnaires publics *obligés à la résidence*. Sont notamment soumis à cette obligation les instituteurs communaux, les censeurs, proviseurs et professeurs dans les lycées; les maîtres d'études attachés à un lycée. Cass., 23 mai 1883; des employés des chemins de chemins de fer, aiguilleurs, piqueurs, conducteurs et agents de l'Etat qui sont employés à la construction d'une ligne de chemin de fer, Cass., 27 avril 1880; les employés des sous-préfectures et des préfectures; les juges de paix, mais pas leurs suppléants, Cass., mars 1884; les gardes champêtres. La liste des fonctionnaires qui sont obligés à la résidence est d'ailleurs très longue. Nous n'entreprendrons pas de la donner. Si les indications qui permettent d'apprécier le caractère de la résidence ne suffisant pas pour déterminer l'obligation du fonctionnaire à cet égard, il suffira de consulter un répertoire.

Cette condition en entraîne d'ailleurs une autre. Il ne suffit pas, pour que le fonctionnaire puisse bénéficier des dispositions de l'article 14, que ses fonctions entraînent la résidence obligatoire, il faut en outre que celui-ci réside en fait au siège légal de sa fonction. « Un fonctionnaire, écrit M. Cénac, qui, par suite d'une tolérance ou d'un abus, ne résiderait pas là où il doit légalement résider, ne pourrait pas se prévaloir de sa fonction pour obtenir d'être porté sur la liste électorale; il ne pourrait être inscrit qu'au lieu de sa résidence de fait et à la condition de remplir les conditions ordinaires (1). »

Dans une dissertation savante, M. le conseiller Nachet, chargé d'un rapport sur cette question qui faisait l'objet d'un débat devant la Cour de cassation, a présenté des observations concluantes. Il s'exprimait ainsi : « De ce qu'il demeure aujourd'hui incontestable que l'article 5 de la loi du 31 mai 1850 portant : « les fonctionnaires publics seront inscrits sur les listes de la commune dans laquelle ils exerceront leurs fonctions quelle que soit la durée de leur domicile dans cette commune », a continué à subsister nonobstant les termes du décret du 2 décembre 1851 et du décret du 2 février 1852, il ne résulte pas qu'en l'absence de toute résidence

dans une commune, un fonctionnaire public doit y être inscrit plutôt que sur la liste de la commune où il réside réellement.

« Quoique fonctionnaires publics, les maires, les adjoints, les conseillers municipaux n'ont pas de domicile attaché à leurs fonctions. Ils peuvent résider et être domiciliés ailleurs et c'est là qu'ils ont droit d'être inscrits.

« A l'égard des fonctionnaires, ou des officiers ministériels auxquels une résidence est assignée pour l'exercice de leurs fonctions et de leur charge, la question s'est élevée de savoir *où ils doivent être inscrits lorsqu'en faits ils habitaient dans une commune autre que celle de leur résidence réglementaire*. Après quelques hésitations, la Cour a posé nettement dans ses arrêts du 26 mars 1867 et du 7 mai 1867, le principe que le fonctionnaire devait être inscrit sur la liste de la commune où il habite réellement contrairement à la loi et non sur celle de la commune où sa résidence légale était commandée. Dans ces espèces il s'agissait d'un maire et d'un greffier. Aussi avez-vous jugé le 22 avril 1868, par voie de cassation, que l'exercice des fonctions de maire et le paiement d'une contribution mobilière dans une commune n'autorisent pas l'inscription sur la liste électorale. Si d'ailleurs l'électeur qui invoquerait ces circonstances à l'appui de sa de-

mande en inscription réside dans une commune différente, il en résulte que le *droit à l'inscription sur la liste d'une commune dérive du fait de l'habitation dans une commune.*

« L'article 5 de la loi du 31 mai ne porte pas atteinte à ce principe. Il veut seulement que le fait d'une habitation soit pour les fonctionnaires publics affranchis de la durée exigée des autres citoyens ou fonctionnaires; quelle que courte que soit la durée, elle suffira pour valider l'inscription, la garantie pour les fonctionnaires publics étant dans leurs fonctions. Mais quelle que courte qu'elle soit, encore faut-il qu'elle soit, et quand l'électeur n'en a aucune dans la commune et quand il est justifié qu'il en a une autre ailleurs, celle-ci doit prévaloir.

« En un mot, la durée seulement de l'habitation non la nécessité de celle-ci est régie par l'article 5 de la loi du 31 mai (1). »

Ce langage de l'honorable conseiller rapporteur reçut la consécration qu'il méritait. Statuant sur la question, la Cour de cassation, dans un arrêt du 8 décembre 1873, le sanctionnait en ces termes : « Attendu que si le fait d'une résidence, quelque courte qu'en soit la durée, suffit à l'inscription des personnes désignées dans l'article 5 de la loi du

(1) V^o Cass., 8 déc. 1873. S. 74. 180.

31 mai 1850, cet article n'autorise pas l'inscription de ces personnes dans la commune où elles doivent exercer leurs fonctions ou leur charge, lorsqu'il est établi qu'elles n'y ont aucune résidence et que cette résidence est fixée dans une autre commune (1) ».

En supposant maintenant que le fonctionnaire se trouve dans les délais légaux pour faire son inscription conformément aux dispositions du paragraphe 4, est-il nécessaire qu'il justifie de sa radiation des listes de la commune où il était inscrit auparavant ?

A interpréter strictement les dispositions du paragraphe 4, nous ne pensons pas que la radiation soit nécessaire pour que le bénéfice prévu par ce paragraphe puisse s'appliquer. Rien, en effet, dans les termes de la loi n'implique une solution contraire. Néanmoins, la jurisprudence de la Cour de cassation n'a pas adopté cette manière de voir. Elle a consacré, dans un arrêt du 21 mai 1881, un système qui reparaît fréquemment dans de nombreux arrêts postérieurs. Voici les considérants de l'arrêt précité : « Attendu qu'il est déclaré par la sentence attaquée que le sieur Folini, desservant,

(1) Cass., arrêt. précité. M. Cénac, dans son remarquable ouvrage sur la liste électorale, se range à l'opinion de la jurisprudence de la Cour de cassation sur ce point.

nouvellement nommé dans la commune de San-Luccio, est inscrit depuis plusieurs années sur la liste électorale municipale et politique de Fevolaggio, sa commune d'origine; qu'il a voté dans cette commune aux élections municipales du 9 janvier 1881; qu'enfin son nom y est encore inscrit, et n'a pas encore été rayé de la liste dressée pour l'année 1881; attendu, d'autre part, qu'il n'a pas même été allégué par le demandeur en cassation ou par le sieur Folini lui-même; que celui-ci ait provoqué ou sollicité la radiation de son nom sur la liste de Fevolaggio, qu'en conséquence et par ce seul motif, la décision du juge de paix est suffisamment justifiée ». Ainsi cet arrêt décide formellement que la radiation est nécessaire. Toutefois, il semble bien résulter de ses dispositions que le seul fait pour l'intéressé de solliciter ou de provoquer la radiation serait un motif suffisant pour permettre l'inscription sur les listes de la commune où le fonctionnaire a sa résidence obligatoire. Il importe de formuler une autre remarque qui présente de l'intérêt dans le cas où la commune est divisée en plusieurs circonscriptions électorales. Le fonctionnaire peut, en effet, avoir fixé sa résidence dans une circonscription autre que celle où se trouve situé le siège de ses fonctions : dès lors, on peut se demander où l'inscrip-

tion doit être faite, au siège des fonctions ou dans le lieu du domicile réel. La question ne nous paraît pas présenter de difficultés. Le fonctionnaire qui se trouve dans cette situation, rentre dans l'hypothèse prévue par le paragraphe 4 de l'article 14 ; son inscription doit être faite au lieu de sa résidence réelle.

La disposition du paragraphe 4, dont nous venons de faire des applications, se justifie aisément. « Obligées, dit M. Greffier, parlant des personnes visées par le paragraphe 4, de changer de résidence pour obéir aux ordres de leurs supérieurs hiérarchiques ou du gouvernement, elles ne pouvaient être privées de l'exercice de leurs droits de citoyens, faute d'une résidence suffisamment prolongée dans la commune où elles sont obligées de se rendre ; il était donc juste de supprimer pour elles la condition d'une résidence pendant un temps déterminé ; quelle que soit, dès lors, la durée de la résidence au moment où s'opère la revision annuelle de la liste, elles ont droit de demander à y être inscrites (1). »

Reste à savoir dans quel délai l'inscription permise par le paragraphe 4, doit être faite. Plusieurs

(1) Greffier. — 162.

hypothèses peuvent se présenter. Nous allons les examiner.

Tout d'abord un cas qui n'offre pas de difficulté est celui où les fonctionnaires qui sont admis à jouir du bénéfice du paragraphe 4, viennent s'établir dans une commune avant l'époque où commence à courir l'expiration du délai de 20 jours qui suit la publication du tableau de revision dressé par la commission administrative. Dans cette hypothèse, l'inscription peut être faite soit d'office, soit sur la demande des intéressés adressée à la commission municipale, ou en cas de rejet de cette demande au juge de paix par voie d'appel (1).

L'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, dispose en effet « que la liste électorale reste jusqu'au 31 mars de l'année suivante telle qu'elle a été arrêtée, sauf seulement les changements qui y avaient été ordonnés par décision du juge de paix, et sauf aussi la radiation des noms des électeurs décédés, ou privés des droits civils et politiques par jugement ayant autorité de chose jugée (2) ».

Mais la solution est-elle la même quand le fonctionnaire est venu résider dans la commune après

(1) Cass., 10 avril 1888.

(2) Art. 8, décret réglementaire du 2 février 1852.

l'expiration du délai de 20 jours précité? S'inspirant du même principe qui nous a servi à résoudre la question précédente, on pourrait soutenir que le fonctionnaire qui se trouve dans cette situation peut invoquer à son bénéfice l'inscription de faveur prévue par le paragraphe 4 de l'article 14. « En outre, écrit M. Greffier, rien ne fait obstacle à ce que les commissions et juridictions établies par la loi de 1874, soient réunies pour statuer sur la demande et, s'il y a lieu, sur les réclamations auxquelles elle peut donner lieu. Les termes du 8^e alinéa de l'article 5 de cette loi qui porte que : seront également admis ceux qui, ne remplissant pas les conditions d'âge et de résidence lors de la formation des listes, les rempliront avant la clôture définitive, nous avaient paru justifier cette opinion (l'affirmative) (1). »

Néanmoins, ces raisons ne sont pas convaincantes. Combien plus juridique nous paraît être la solution contraire telle qu'elle est exposée savamment par MM. Dalloz. Examinant la question à l'occasion d'un jugement rendu par le juge de paix de Saint-Calais le 31 mars 1883, qui décidait que l'inscription pouvait avoir lieu au profit d'un fonctionnaire nommé avant le 31 mars, mais après le

(1) Greffier, — N° 164,

4 février, tout en reconnaissant que la commission municipale n'ayant pas été saisie dans les 20 jours qui ont suivi le dépôt du tableau des additions et des retranchements était incompétente pour statuer sur cette demande, examinant cette question, disons-nous, les célèbres arrêlistes s'expriment ainsi : N'y a-t-il pas contradiction entre ces deux solutions? Comment admettre qu'un citoyen soit recevable à réclamer son inscription et que la juridiction instituée par la loi pour statuer sur cette réclamation ait cessé d'être compétente pour en connaître? L'avant dernier paragraphe de l'article 5 de la loi de 1874, dispose que la liste électorale comprend les électeurs qui, n'ayant pas atteint lors de la formation des listes les conditions d'âge et de résidence, doivent les remplir avant la clôture définitive. Il résulte de ces dispositions qu'il n'y a pas lieu de refuser l'inscription d'un électeur qui doit atteindre, avant le 31 mars, l'âge de 21 ans ou la durée de la résidence exigée par la loi, mais non que la réclamation de cet électeur doit être accueillie lorsqu'elle est formée postérieurement au 4 février. La circulaire du ministre de l'Intérieur du 30 décembre 1875 rappelle, au contraire, que les listes une fois arrêtées sont définitives et que les seuls changements qui puissent y être apportés sont ceux qui résultent soit de la

radiation d'électeurs, soit d'additions ou de retranchements ordonnés par des décisions de juges de paix rendues après la clôture des listes, *mais sur des réclamations formées avant le 4 février.* »

Pour longue que soit cette citation, nous avons tenu à la reproduire *in extenso*, car elle donne de la question une idée très nette. Nous adopterons donc cette solution. D'ailleurs, l'hésitation nous est d'autant moins permise que la Cour de cassation l'appuie de son autorité. Dans un arrêt du 4 mai 1880, la Cour jugeait « qu'après les 20 jours qui suivent la publication des listes, *tout électeur* est déchu du droit de faire des réclamations à fin d'inscription ou de radiation sur lesdites listes électorales ».

Un autre arrêt du 13 mai 1885 n'était pas moins affirmatif en ce sens : « Attendu, dispose notamment cet arrêt, qu'aux termes de l'article 2 de la loi de 1874, aucune réclamation ne peut plus être admise après le délai de 20 jours, à partir de la publication de la liste ; attendu que cette règle, destinée à assurer à l'égard de tous et par mesure générale la clôture de la liste à une même date, ne souffre pas exception en ce qui concerne les fonctionnaires publics assujettis à la résidence dans la commune ; que pour admettre une exception en leur faveur on ne saurait se prévaloir des

dispositions du paragraphe avant-dernier de l'article 5 de la loi du 7 juillet 1874 ; qu'en effet, s'il ressort de cette disposition qu'il n'y a pas lieu de refuser l'inscription des électeurs qui ne doivent remplir qu'au 31 mars les conditions d'âge et de résidence exigées par la loi, il n'en résulte pas que ces électeurs puissent réclamer utilement leur inscription dans d'autres délais que ceux déterminés par l'article 2 de la même loi » (1).

Ce nouvel arrêt nous paraît suffisant pour clore le débat. La solution est certaine. Il est presque inutile de faire remarquer que ce qui était vrai à l'époque où ces décisions ont été rendues, c'est-à-dire sous l'empire de la loi du 7 juillet 1874, c'est encore aujourd'hui sous l'empire de la loi du 5 avril 1884, puisque les dispositions de ces deux lois sur ce point sont les mêmes. D'ailleurs la Cour de cassation s'est à nouveau prononcée en ce sens dans un arrêt du 25 mai 1887 (2).

Reste maintenant à examiner ce qu'il faut entendre par « fonctionnaires publics ».

Une définition complète n'est pas chose aisée à donner. La qualification de fonctionnaires publics dépendra, dans les cas difficiles à résoudre, des

(1) Cass., 13 mai 1885, S. 86. 1. 278.

(2) Cass., 25 mai 1887, S. 87. 1. 376.

circonstances dans lesquelles la fonction peut et doit s'exercer (1).

Toutefois, la jurisprudence paraît vouloir donner le sens le plus large à l'expression fonctionnaires publics. Cette interprétation est celle qui concorde le mieux apparemment avec l'esprit du législateur de 1874 et de 1884, on voit que M. Jozon signalait déjà à l'assemblée les difficultés que pourrait faire naître en matière judiciaire la question de savoir ce qu'il faut entendre par fonctionnaires publics. La réponse que fit M. Bethmont à cette observation est concluante. L'honorable sénateur, tout en posant en principe que la dénomination de fonctionnaires publics devait être aussi large que possible, s'attachait surtout pour déterminer les éléments qui *caractérisent* les fonctionnaires publics, à la condition *de résidence obligatoire* dans la commune.

S'inspirant de ces idées libérales, la Cour de cassation, dans un arrêt du 23 novembre 1874, a déterminé d'une façon précise quel sens il convenait d'attribuer à l'expression fonctionnaire public. La décision contenue dans cet arrêt présente d'autant plus d'intérêt qu'elle n'est pas un acte isolé, mais qu'elle a été reproduite à maintes reprises

(1) Béquet. — Répert., mot ; élections, n° 123,

dans des arrêts postérieurs qui ont eu à statuer sur la question. Elle contient les considérants suivants : « Attendu que les dispositions législatives, en matière électorale, doivent recevoir l'interprétation la plus favorable à l'exercice du droit électoral, que l'article 5 de la loi de 1874 n'ayant pas déterminé ce qu'il faut entendre par fonctionnaires publics, il y a lieu de comprendre dans cette qualification générale tous les citoyens investis d'un caractère public et chargés d'un service permanent d'utilité publique, que ces citoyens soient rétribués ou non par l'État » (1).

Cela posé, il n'entre pas dans le cadre de ce chapitre de faire l'énumération de tous les fonctionnaires publics. La tâche serait longue et serait sans intérêt. Nous nous proposons simplement d'examiner certains cas qui ont fait l'objet d'un débat devant les tribunaux, et à l'occasion desquels il peut se présenter certaines difficultés.

Prenons, par exemple, les employés des compagnies de chemins de fer. Sont-ils des fonctionnaires publics ? On a soutenu l'affirmative en s'appuyant sur cette double considération, d'une part, que les travaux auxquels doivent se livrer ces

(1) Cass., 23 novembre 1874. D. 75. 1. 71 ; Cass., 21 avril 1879. D. 79. 1. 407. — V^o Bavelet, p. 347.

agents sont des travaux publics, et, d'autre part, qu'ils ont trait à une œuvre d'utilité publique (1).

Cette solution n'a pas été admise par la Cour de cassation. D'après elle, le caractère de fonctionnaires publics ne peut s'appliquer qu'aux agents des compagnies de chemins de fer qui ont accompli la prestation de serment.

Ceux qui n'ont pas rempli cette formalité ne ne sauraient, en aucune façon, être rangés sous la dénomination de fonctionnaires publics. Telle est la distinction formulée par la Cour souveraine.

La Cour a fait de nombreuses applications de ce principe, notamment dans un arrêt fortement motivé du 28 avril 1880 : « Vu le paragraphe 6 de l'art. 5 de la loi du 7 juillet 1874, dispose cet arrêt ;... attendu que par une décision de l'administration du chemin de fer de l'Est, du 24 février 1878, Beaudoin, alors chef de district à Manez-sur-Vaise, a été compris au nombre des agents de police de surveillance que la compagnie était autorisée, par son cahier des charges et par l'article 23 de la loi du 15 juillet 1845, à établir, pour constater les crimes, délits et contraventions, par des procès-verbaux faisant foi en justice ; que Beaudoin a en

(1) Greffier, — N° 178.

cette qualité prêté serment devant le tribunal de Saint-Mihiel le 3 décembre 1878 ; qu'il avait dès lors, aux termes du dernier paragraphe de l'article 23 précité, la faculté de verbaliser sur toute la ligne du chemin de fer de l'Est, qu'il en résulte que cet agent investi d'un caractère public et chargé d'un service d'utilité publique, devait être considéré comme un fonctionnaire public... » (1).

Cette décision indique nettement que les agents non assermentés ne peuvent pas invoquer la qualité de fonctionnaires publics pour requérir l'inscription de faveur autorisée par le quatrième alinéa de l'article 14. Mais, par contre, une fois la prestation de serment accomplie, l'agent n'a plus besoin pour conserver la qualité de fonctionnaire public de renouveler cette prestation s'il vient à être appelé sur un point du réseau autre que celui où il a prêté serment. Cela résulte des dispositions finales de l'article 23 de la loi de 1845, ainsi conçues : « Au moyen du serment qu'ils auront prêté, les agents de surveillance de l'administration et

(1) L'article 23 de la loi du 15 juillet 1845 dispose : « que les agents et gardes que la Compagnie établira, soit pour opérer la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et des travaux qui en dépendent, pourront être assermentés, en ce cas, assimilés aux gardes-champêtres »,

des concessionnaires ou fermiers pourront verbaliser sur toute la ligne du chemin de fer auquel ils sont attachés (1). »

Dans un autre ordre d'idées, la question s'est posée de savoir si les officiers publics ou ministériels étaient des fonctionnaires publics. Il n'y a guère de doute en ce qui concerne toute une catégorie de personnes. La jurisprudence décide, en effet, sans hésitation aucune, que les notaires (2),

(1) Voir Cass., 7 mai 1883, S. 85.1.83; Cass., 23 novembre 1873, S. 75.1.35; Cass., 21 avril 1879, S. 80.1.36.

(2) Loi du 25 ventôse an XI, art. 1^{er}; Cass., 26 mars 1867, S. 67.1.301. Cet arrêt dispose : « Attendu qu'aux termes de la loi du 25 ventôse an XI, les notaires sont des fonctionnaires publics assujettis à une résidence obligatoire; — Attendu que si la prestation de serment donne seule droit au fonctionnaire public d'exercer les fonctions dont il a été investi, c'est le décret de nomination qui lui confère le titre en vertu duquel il est appelé à les remplir; — que cela est si vrai que lorsqu'un aspirant nommé notaire vient à décéder avant sa prestation de serment, ses héritiers ont seuls la faculté de présenter un successeur; — Attendu qu'investi du titre de fonctionnaire public par le décret qui l'institue, le notaire peut dès lors revendiquer le bénéfice de la disposition contenue dans l'article 11, paragraphe 4, de la loi du 5 avril 1884, et requérir son inscription sur la liste électorale de la commune, où une résidence obligatoire lui a été imposée, pourvu que sa demande ait lieu dans le délai fixé pour les réclamations; — Attendu que le sieur Dalbief a été nommé notaire à Saint-Laurent-de-la-Salaigue, par décret du 28 janvier 1888;

les avoués, les greffiers près les tribunaux et les Cours ainsi que les greffiers de justice de paix (1), sont des fonctionnaires publics dans le sens de la loi électorale.

Mais il n'en est pas de même à l'égard des huissiers. La jurisprudence de la Cour de cassation s'est montrée variable sur ce point. Jusqu'en 1851, elle s'est refusée à reconnaître aux huissiers le caractère de fonctionnaires publics; après cette époque nous trouvons un arrêt (2) qui décide, au contraire, que les huissiers sont des fonctionnaires publics. De là, à conclure que les huissiers pouvaient comme les autres fonctionnaires publics invoquer le bénéfice de l'alinéa 4 de l'article 14, il n'y avait qu'un pas. La Cour de cassation ne l'a pas franchi. Elle n'a pas reconnu à un huissier le droit de bénéficier des dispositions de la loi électorale et, il semble qu'elle se soit attachée pour

— qu'il a demandé le 4 février, son inscription sur la liste électorale de cette commune, quoiqu'il n'ait prêté serment que le 8 du même mois; — Attendu que le titre de fonctionnaire public tenu à résidence lui appartenait au moment de cette demande, c'est donc à bon droit que le jugement attaqué a ordonné qu'il serait inscrit sur la liste électorale de Saint-Laurent-de-la-Salaigne. — Rejetée. »

(1) Cass., 14 août 1850, S. 1850, 1. 834. — La solution est la même pour les commis-greffiers assermentés.

(2) Cass., 1^{er} juillet 1850, — Cénac, n° 203.

donner cette solution à des considérations relevant plutôt de l'ordre social que de véritable science juridique. Aussi applaudissons-nous au langage judiciaire d'un auteur que nous avons souvent cité ici, M. Cénac, qui condamne cette manière de voir en ces termes : « Il nous paraît, cependant, évident qu'on ne peut pas plus refuser aux huissiers qu'aux autres fonctionnaires publics ou ministériels le titre de fonctionnaires publics dans le sens de la loi électorale. Ils offrent, en effet, les plus sérieuses garanties à raison du mode de nomination et de surveillance hiérarchiques adopté pour eux, surtout si on les compare aux différents agents inférieurs dont nous venons de parler (1) et auxquels la Cour de cassation a reconnu la qualité de fonctionnaires publics. On ne peut pas d'ailleurs méconnaître, comme le dit l'arrêt de 1851, qu'ils sont chargés d'assurer l'exécution des actes authentiques; qu'ils peuvent requérir la force publique; et j'ajoute que le serment qu'ils ont prêté leur donne un caractère public, et que leurs actes font foi jusqu'à inscription de faux (2). »

(1) L'auteur vise aussi les employés des compagnies de chemins de fer, les gardiens des monuments public, le portier-consigne d'une place forte, etc...

(2) Cénac. — Not. précitée.

Que décider en ce qui concerne certains employés de la commune?

La jurisprudence a statué sur la plupart des cas embarrassants. Elle a décidé notamment que pouvaient être considérés comme fonctionnaires publics, les agents de police (1), les gardes champêtres (2), les facteurs des halles (3), le secrétaire de la mairie (4); mais elle a refusé cette qualité aux hommes de peine attachés à un abattoir public (5), aux sonneurs de cloche (6), aux crieurs et afficheurs de la commune (7), en un mot à tous ceux qui n'offrent pas les garanties désirables pour être portés comme fonctionnaires publics sur la liste électorale (8).

Quant aux gardes particuliers, la question est plus complexe. La Cour de cassation leur a reconnu la qualité de fonctionnaires publics, mais nous savons que pour invoquer le bénéfice du paragraphe 4 de l'article 14, la résidence doit être obligatoire dans la commune. Or, les gardes par-

(1) Cass., 21 août 1850, S. 50, 1. 836.

(2) Cass., 22 avril 1879, S. 80, 1. 39.

(3) Cass., 26 août 1850, S. 50, 1. 836.

(4) Cass., 21 août 1850, S. 50, 1. 836.

(5) Cass., 21 août 1850, S. 50, 1. 839.

(6) Cass., 6 août 1850, S. 50, 839.

(7) Cass., 10 décembre 1850, S. 50, 1. 839.

(8) Cénæe. — *Ibid.*

ticuliers ne sont pas astreints à cette obligation. Il s'ensuit que ceux-ci ne peuvent pas au point de vue de l'électorat se faire inscrire en vertu des dispositions du paragraphe précité. La Cour de cassation a donc décidé avec logique que les gardes particuliers étaient régis suivant le droit commun en matière électorale (1).

(1) Cass., 29 avril 1879, S. 80, 1. 133.

CHAPITRE V

DE LA SITUATION FAITE AUX MILITAIRES PAR LA LOI ÉLECTORALE

L'article 14 de la loi du 5 avril 1884, réglant la situation faite aux militaires, dispose : « l'absence de la commune résultant du service militaire ne portera aucune atteinte aux règles ci-dessus édictées pour l'inscription sur les listes électorales ». Une disposition identique se trouve contenue dans l'article 5 de la loi du 7 juillet 1874. Pour compléter ces dispositions il faut les rapprocher de l'article 2 de la loi du 30 novembre 1875, ainsi conçu : « Les militaires assimilés de tous grades et toutes armes des armées de terre et de mer ne prennent part à aucun vote quand ils sont présents à leurs corps, à leur poste ou dans l'exercice de leurs fonctions. Ceux qui, au moment de l'élection, se trouvent en résidence libre, en non activité ou en possession d'un

congé régulier, peuvent voter dans la commune sur les listes de laquelle ils sont régulièrement inscrits. Cette dernière disposition s'applique également aux officiers et assimilés qui sont en disponibilité ou dans le cadre de réserve » (1).

L'interprétation des différents textes conduit à décider que « le militaire n'est pas privé de la jouissance des droits politiques et électoraux, l'exercice seul lui en est momentanément interdit : il peut même voter lorsqu'il se trouve, au moment d'une élection, en résidence libre, en non activité ou en possession d'un congé régulier dans une commune

(1) Les articles 2 et 17 de la loi du 15 mars 1849 ne privaient pas les militaires de l'exercice du droit de vote. — Cette situation fut modifiée par l'article 14 du décret organique du 2 février 1852. Le voici : « Les militaires en activité de service et les hommes retenus pour le service des ports et de la flotte, en vertu de leur immatriculation sur les rôles de l'inscription maritime, seront portés sur les listes des communes où ils étaient domiciliés avant leur départ. Ils ne pourront voter pour les députés au Corps législatif que lorsqu'ils seront présents au moment de l'élection, dans la commune où ils seront inscrits. »

Aux élections législatives de 1871, la règle posée dans l'article précité fut momentanément abandonnée et la loi du 15 mars 1849 fut, à nouveau, appliquée. Mais les lois du 7 juillet 1874, 30 novembre 1875, 5 avril 1884, dont nous avons reproduit les dispositions, devaient revenir au principe posé par le décret du 2 février 1852.

sur la liste de laquelle il est régulièrement inscrit » (1).

Parmi les situations que nous venons d'indiquer et qui permettent exceptionnellement aux militaires l'exercice du droit de vote, il en est un toutefois qui doit attirer l'attention, c'est l'expression *en résidence libre*. Il ne faudrait pas croire, en effet, qu'une simple permission peut donner au soldat qui effectue son service militaire le droit de vote dans la commune où il est inscrit. Interpréter ainsi le sens de cette expression, serait se méprendre sur sa portée. Cette question a donné lieu souvent à des contestations. Aucun doute ne peut cependant exister sur ce point en présence d'un arrêt du Conseil d'Etat du 8 novembre 1878 (2) auquel nous renvoyons.

A propos de la question de savoir sur la liste de quelle commune le militaire peut être inscrit, il existe certaines difficultés qu'il convient de signaler.

Tout d'abord quelle est la situation juridique du militaire qui avant son départ pour le service était domicilié dans une commune ? La solution de cette question est contenue dans le paragraphe 5 de l'article 14 de la loi de 1884, aux termes duquel

(1) Greffier. — N° 193.

(2) Cons. d'Etat, 8 novembre 1878. V° S. 80. 2. 127.

l'absence de la commune résultant du service militaire ne porte aucune atteinte aux règles édictées dans l'article 14 pour l'inscription sur les listes électorales. Il résulte de là que le militaire conserve pendant la durée de son séjour sous les drapeaux le domicile qu'il avait au moment où il a satisfait à la loi militaire, sans être tenu de justifier d'aucune condition de résidence.

A défaut de domicile, le militaire qui posséderait une résidence de six mois dans une commune au moment de son départ pour le service continuerait à conserver le bénéfice de cette résidence et pourrait se faire inscrire sur les listes électorales de cette commune. En un mot, on applique dans ces hypothèses les règles de droit commun contenues dans le paragraphe premier de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884 (1), puisque, ne l'oublions pas, c'est seulement l'exercice du droit électoral qui est suspendu pendant la durée du service militaire.

De même encore le droit commun sera applicable au militaire qui après son service vient se fixer dans une commune autre que celle où il possédait son domicile ou sa résidence antérieure. Il lui faudra donc acquérir un domicile légal ou une résidence de six mois dans cette nouvelle com-

(1) Cass., 3 août. 1886, S. 87. 1. 131.

mune, conformément aux dispositions du 1^{er} paragraphe de l'article 14, pour être inscrit sur les listes électorales.

Nous avons supposé jusqu'à présent que le militaire allait se fixer, après avoir effectué son service, dans une commune autre que celle où il avait tenu garnison. Mais que décider si ce dernier vient à rester précisément dans la commune où il a accompli sa période de service militaire?

Faut-il dans cette hypothèse appliquer les règles précédemment exposées ou bien convient-il de décider que le temps exigé pour la résidence électorale sera compris dans le temps passé sous les drapeaux?

Cette question qui intéresse tous les militaires a été tranchée par un arrêt de la Cour de cassation du 26 novembre 1883 à l'occasion de la demande faite par un gendarme de se faire inscrire sur les listes électorales de la commune où il avait exercé ses fonctions. Les considérants de cet arrêt sont fortement motivés. Nous les reproduisons *in extenso* : « Attendu que si aux termes des articles 13 et 14 du décret du 2 février 1852 et des paragraphes 4 et 8 de la loi du 7 juillet 1874, l'absence d'un militaire de la commune qu'il habitait au moment de son départ ne fait pas obstacle à ce qu'il soit inscrit, pendant qu'il est sous les dra-

peaux, sur les listes électorales de cette commune et que même il s'y fasse inscrire sans nouvelle et effective résidence pendant le temps fixé par la loi, il ne s'en suit pas qu'après sa libération, il ne puisse obtenir son inscription sur les listes d'une autre commune où il a résidé réellement, pendant la durée de son service militaire, et où il n'a cessé de résider depuis sa mise à la retraite, jusqu'au jour de la revision des listes électorales; qu'en effet le militaire auquel l'article 5 de la loi du 7 juillet 1874 a assimilé le gendarme affranchi, quand il n'est plus sous les drapeaux, du régime spécial auquel il était soumis, reprend le libre exercice du droit de vote dans toute commune où il remplit les conditions prescrites par la loi électorale; que par conséquent il lui suffit, pour être inscrit sur les listes électorales de la commune où il veut exercer ses droits de citoyen, de justifier d'une résidence réelle et effective dans cette commune, *alors même qu'elle a commencé pendant la durée de son service militaire, pourvu qu'elle s'y soit continué sans interruption depuis sa libération* (1) ».

Cette solution est d'autant plus juste, ainsi que le fait remarquer M. Greffier avec sa logique habituelle, que si les lois du 7 juillet 1874 et du

(1) Cass., 26 novembre 1883. S. 84. 1, 437.

5 avril 1884 ont maintenu « pour les militaires la faveur d'une résidence fictive dans la commune où ils résidaient avant leur départ pour l'armée, on ne saurait retourner contre eux cette faveur un peu platonique (1) en leur refusant de se faire inscrire sur les listes de la commune où ils ont continué à résider après l'accomplissement du service militaire. »

Une hypothèse du même genre s'est présentée dans le cas où un militaire qui ayant fait son service dans sa commune d'origine avait résidé dans une autre commune et y était revenu pendant plus de 6 mois alors qu'il était en congé régulier.

Elle a été résolue par la Cour de cassation (2) en ce sens que le militaire pouvait être inscrit sur les listes électorales de cette dernière commune.

Après l'examen de ces différentes questions, il importe de préciser ce qu'il faut entendre par l'expression : les militaires. Cette dénomination générale comprend tous ceux qui servent sous les drapeaux, en un mot tout le personnel des armées de terre et de mer (3). Elle comprend donc les officiers de tout grade, généraux, intendants, sous-

(1) Greffier, N° 200.

(2) Cass., 13 avril 1881. 81. 1. 228.

(3) Cénac. — 223. Cass., 6 mai 1884. S. 85. 1. 31.

intendants (1), médecins militaires; les officiers comptables dans l'administration des hôpitaux militaires (2) ainsi que ceux du recrutement et les sous-officiers (3). Cette énumération n'est d'ailleurs pas limitative. Elle n'a d'autre but que de montrer que la dénomination « les militaires » est très compréhensible.

Il est, toutefois, intéressant de signaler une controverse qui existe sur le point de savoir si les officiers et les sous-officiers de gendarmerie ainsi que les gendarmes pouvaient être rangés sous la classification « de militaires ».

Avant la loi du 27 juillet 1872 sur l'armée, les gendarmes avaient été rangés par la jurisprudence dans la catégorie des fonctionnaires à résidence obligatoire; ils pouvaient, par conséquent, être portés sur la liste de la commune où ils exerçaient leurs fonctions et cela, même en activité de service (4).

La jurisprudence appuyait sa solution sur des considérations tirées de la nature particulière des fonctions conférées aux gendarmes, notamment sur leurs attributions en matière de police judiciaire

(1) Cass., 17 juin 1868, S. 68. 1. 308.

(2) Cass., 24 mai 1865, S. 65. 1. 384.

(3) Cass., 3 avril 1865, S. 65. 1. 384.

(4) Greffier. — N° 198.

et d'exécution des actes de l'autorité publique (1).

Aujourd'hui la question ne peut plus être débattue. La loi du 27 juillet 1872 considère les gendarmes comme des militaires présents au corps. Les dispositions de cette loi ont d'ailleurs été confirmées et développées par les lois du 30 novembre 1875 et du 15 juillet 1889 (2). Il suit de là que les gendarmes, comme les autres militaires, restent inscrits sur la liste électorale de la commune, ils ont satisfait à la loi de recrutement et que c'est sur cette liste qu'ils doivent être portés, à moins qu'ils n'aient perdu ce droit en allant, depuis sa libération du service militaire, établir sa résidence dans une autre commune (3).

En un mot, il y a lieu de leur appliquer toutes les règles relatives aux conditions d'électorat qui régissent les militaires et que nous avons précédemment exposées.

Vu par le président de la thèse :

CHAVEGRIN.

Vu, le doyen :

LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

(1) Cass., 20 août 1850. S. 50. 1. 838.

(2) V° également la circulaire ministérielle du 5 févr. 1873.

(3) Cass., 13 avril 1881. D. 81. 1. 228.

Paris. — Imp. de Ch. Noblet, 13, rue Cujas.

